

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/365</p> <p>APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2021 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2015-2022</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/365

**O B J E T : APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2021 SUR LA
MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE
METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE 2015-2022**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n°2014- 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU la délibération n°15/06/101 du Conseil Communautaire du 18 juin 2015 relative à la signature du contrat de ville,

VU le rapport annuel 2021 sur la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain ci-annexé,

CONSIDERANT que le contrat de ville 2015-2022 s'inscrivant dans une démarche intégrée, doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale,

CONSIDERANT que ces enjeux correspondent aux 3 piliers sur lesquels reposent le-contrat de ville de la métropole Toulon Provence Méditerranée :

- Cohésion sociale,
- Cadre de vie et renouvellement urbain,
- Emploi et développement économique,

CONSIDERANT que dans les métropoles signataires d'un contrat de ville, le Président de la métropole est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville : les actions qu'elle mène sur son territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,

CONSIDERANT que le présent rapport vise à se conformer aux obligations prévues à l'article 11 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n°2014-173 du 21 février 2014 pour l'année de programmation 2021 du contrat de ville métropolitain 2015/2022, et que son contenu et son mode d'élaboration respectent les conditions fixées dans le décret n°2015-1118 du 03 septembre 2015,

CONSIDERANT que lors de la programmation 2021, 272 actions ont été menées sur l'ensemble des 13 quartiers prioritaires,

CONSIDERANT que le service des fonds FEDER permet en complément d'apporter un soutien financier européen aux projets d'investissement développés dans ces quartiers ainsi que dans les quartiers de veille active,

CONSIDERANT que le nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour lequel quatre quartiers prioritaires ont été retenus, s'inscrit dans le volet urbain du contrat de ville,

CONSIDERANT que le présent rapport présente :

- l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'analyse socio-économique de la situation des habitants des quartiers prioritaires dans le contexte de la Métropole et de ses évolutions récentes,
- les analyses qualitatives et quantitatives de la programmation 2021,
- les axes déclinés par commune,
- les actions métropolitaines et les dispositifs transversaux (FEDER, Service Jeunesse, FAJ, Habitat),
- les perspectives 2022,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER « le rapport annuel 2021 », dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain 2015/2022.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer toutes pièces afférentes au dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



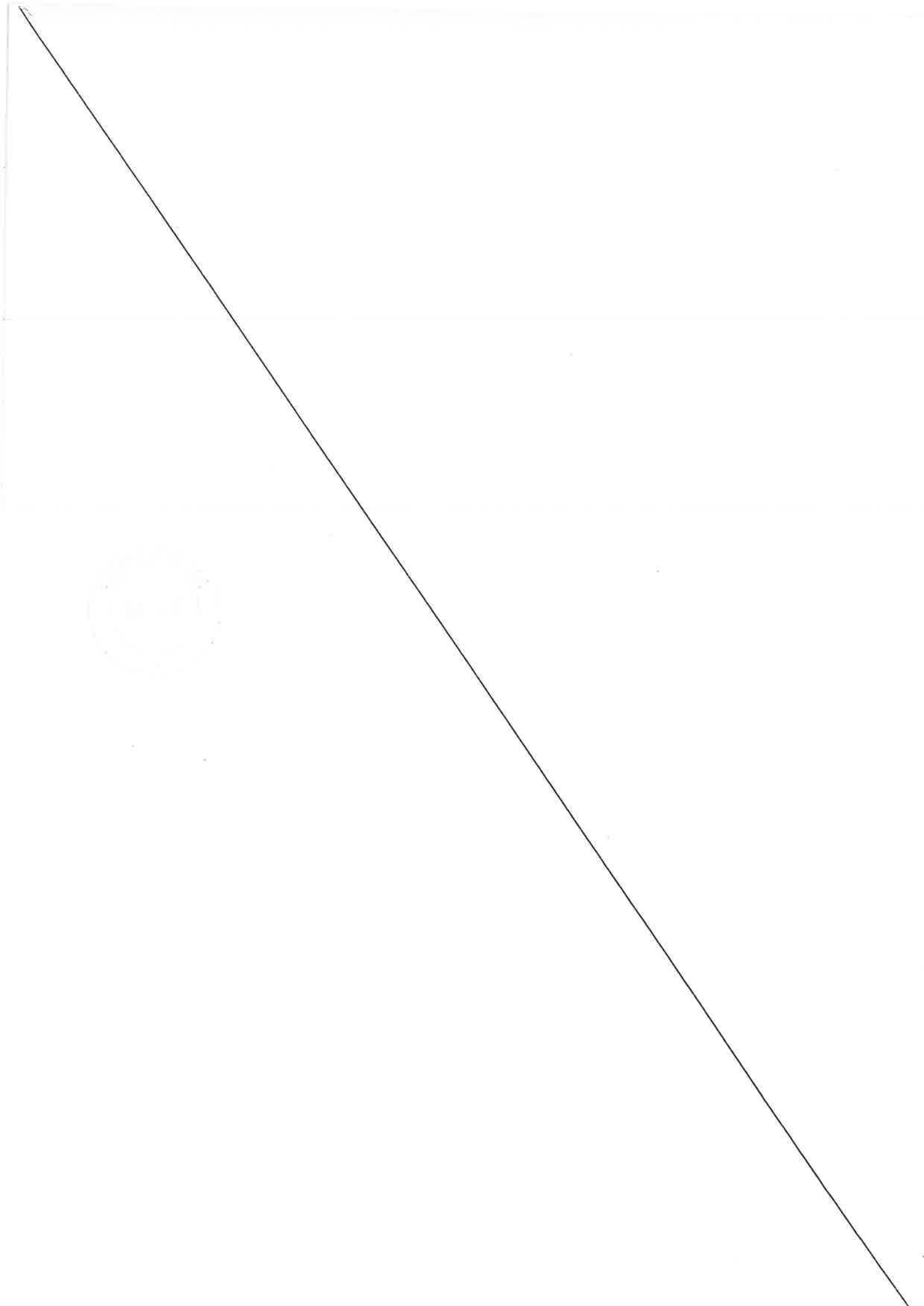
POUR 73

CONTRE 2

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

ABSTENTION 3

Monsieur Anthony CIVETTINI, Madame Rachel ROUSSEL,
Monsieur Philippe LEROY.





Rapport annuel 2021 Politique de la ville

Service cohésion sociale et territoriale TPM

1	RAPPEL DU CADRE CONTRACTUEL ET DES OBJECTIFS DU CONTRAT DE VILLE	3
2	PERIMETRE ET CARACTERISTIQUES DES QUARTIERS PRIORITAIRES	3
2.1	HYERES	3
2.2	LA GARDE	4
2.3	LA SEYNE	4
2.4	TOULON	4
2.5	CARTOGRAPHIE	5
3	GOVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE	6
3.1	LE COMITE DE PILOTAGE	7
3.2	EQUIPE PROJET	7
3.2.1	POUR TPM :	8
3.2.2	POUR L'ETAT :	8
3.2.3	POUR LES COMMUNES :	8
4	ANIMATION INSTITUTIONNELLE	8
4.1	DISPOSITIFS ETATIQUES	9
4.2	CALENDRIER DE LA PROGRAMMATION 2021	9
4.3	PLACE DES CONSEILS CITOYENS :	10
4.3.1	HYERES LES PALMIERS :	10
4.3.2	LA GARDE :	10
4.3.3	LA SEYNE SUR MER :	11
4.3.4	TOULON :	11
5	ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE	11
5.1	ANALYSE QUANTITATIVE :	11
5.1.1	REPARTITION DES SUBVENTIONS PAR FINANCEURS	14
5.2	ANALYSE QUALITATIVE :	15
5.2.1	ANALYSE DES FICHES DE SYNTHES 2021	15
5.2.2	PILIER COHESION SOCIALE	15
5.2.3	PILIER CADRE DE VIE	15
5.2.4	PILIER EMPLOI	16
6	AXES DECLINES PAR COMMUNES	17
6.1	LES GENERALITES	17
6.1.1	LA COHESION SOCIALE	17
6.1.2	LE CADRE DE VIE	17
6.1.3	L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	18
6.2	HYERES :	18
6.2.1	LA COHESION SOCIALE	18

6.2.2	LE CADRE DE VIE	20
6.2.3	L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	21
6.3	LA GARDE	22
6.3.1	LA COHESION SOCIALE :	22
6.3.2	LE CADRE DE VIE	24
6.3.3	L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	25
6.4	LA SEYNE	26
6.4.1	LA COHESION SOCIALE	26
6.4.2	LE CADRE DE VIE	27
6.4.3	L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	28
6.5	TOULON	29
6.5.1	LA COHESION SOCIALE	29
6.5.2	LE CADRE DE VIE	31
6.5.3	EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	32
7	LES ACTIONS METROPOLITAINES	32
7.1	ACTIONS METROPOLITAINES DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE	32
7.2	PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE	33
7.3	DISPOSITIFS TRANSVERSAUX	35
7.3.1	SERVICE JEUNESSE	35
7.3.2	FAJ	35
7.3.3	LA MOBILISATION DU SERVICE HABITAT : ORIENTATIONS, OUTILS DE PLANIFICATION ET SCHEMAS DE DEVELOPPEMENT.	36
7.3.4	LA MOBILISATION DU SERVICE FEDER DANS LE CADRE DE L'ITI TPM	37
7.3.5	LA MOBILISATION DU SERVICE TRANSPORTS : LE PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN	40
7.4	L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE AU SERVICE DE L'EMPLOI : MISSION ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE LA METROPOLE TPM.	41
7.4.1	BILAN DES MARCHES D'INSERTION ET CLAUSES	42
7.5	LES CONVENTIONS CONCERNANT L'ABATTEMENT DE LA TFPB :	48
7.5.1	SUIVI DE L'ABATTEMENT TFPB :	48
7.5.2	ABATTEMENT DE LA TFPB – BILAN :	49
8	PERSPECTIVES 2022	50
9	CONCLUSION	51

1 Rappel du cadre contractuel et des objectifs du Contrat de Ville

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 fixe le nouveau cadre de la politique de la ville par la mise en œuvre des contrats de ville pour la période 2015-2020. Les contrats de ville ont été prorogés par la loi de finances pour 2019 jusqu'en 2022, en cohérence avec les engagements de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers qui se déploient sur la durée du quinquennat.

Le Contrat de ville a pour ambition d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, et de favoriser l'insertion de ces territoires dans la dynamique de développement de la Métropole. Il vise également à améliorer la coordination des politiques sectorielles de droit commun ; notamment en matière d'urbanisme, de développement économique et de cohésion sociale ; en direction de ces quartiers prioritaires. S'inscrivant dans une démarche intégrée, il doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale. Ces enjeux correspondent aux 3 piliers sur lesquels reposent le contrat de ville.

Sur le territoire national, les Contrats de ville sont portés par les intercommunalités qui associent : l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi qu'une large communauté d'acteurs (Pôle emploi, Caisse d'allocations familiale, Agence Régionale de Santé, Education nationale, Caisse des dépôts et Consignations, Tribunal de Grande Instance, Missions locales et bailleurs) et précisent les engagements de chaque signataire en faveur des quartiers prioritaires. Il repose sur une nouvelle géographie prioritaire définie selon un critère unique : le niveau de revenu médian au regard du revenu médian de l'aire urbaine.

Pour chacun des 3 piliers du Contrat de Ville ont été déclinés des volets thématiques, des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels.

- Cohésion sociale
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Développement de l'activité économique et de l'emploi

C'est dans ce contexte que le **2 Juillet 2015**, le Contrat de Ville intercommunal 2015-2020 Toulon Provence Méditerranée, regroupant 32 partenaires, a été signé.

Il a vocation à mettre en évidence l'ensemble des actions menées par les partenaires signataires du Contrat de ville en direction des habitants des quartiers prioritaires. Ceci dans le but de rendre lisible la réalité de l'action publique et d'identifier les pistes d'amélioration à mettre en œuvre.

Le contrat de ville métropolitain Toulon Provence Méditerranée a été prorogé jusqu'à fin 2022 dans le cadre du Protocole d'engagement renforcés et réciproques 2020-2022.

Ce Protocole a pour objectif de clarifier, de prioriser, de réorienter le Contrat de ville métropolitain sur la base des éléments découlant de l'évaluation à mi-parcours réalisé en 2018.

2 Périmètre et caractéristiques des quartiers prioritaires

2.1 Hyères

Hyères se situe à l'est de la Métropole TPM. Elle s'étend sur 132 km² et compte 55 588 habitants. La politique de la ville se développe sur quatre de ses quartiers, dont 2 sont classés quartiers prioritaires "QPV" (Val des Rougières, Centre Ancien) et 2 classés quartiers de veille active "QVA" (Les Maurels,

Les Bosquets/Blocarde). Le Contrat de ville se concentre sur les QPV comptant 5 000 habitants soit près de 9% de la population communale. Le taux de pauvreté sur ces territoires avoisine les 50%.

Le Val des Rougières se dresse sur une colline à l'est de la ville. 831 logements répartis dans 36 bâtiments hébergent 2 534 personnes. L'habitat, exclusivement social, dépend du bailleur Var Habitat. La population y est jeune, le taux de chômage important.

Le Centre Ancien, au nord du centre-ville, compte 2 400 habitants. Les propriétaires sont pour la plupart privés avec la présence néanmoins de petites résidences sociales appartenant à ADOMA et au Logis Familial Varois. Des opérations de renouvellement urbain ont été et y sont toujours menées visant à la réhabilitation du bâti et à une redynamisation commerciale.

2.2 La Garde

Cité provençale aux portes de Toulon, La Garde conjugue avec succès, tradition et modernité. S'étendant sur plus de 1 500 hectares entre le Mont Coudon et la Méditerranée, la cité du Rocher abrite 25 380 habitants.

La politique de la ville se développe sur deux quartiers : Romain Rolland classé QPV (Quartier Prioritaire) et La Planquette classé QVA (Quartier Veille Active).

Le contrat de ville se concentre sur la résidence Romain Rolland qui compte 1 400 habitants environ soit 5% de la population communale. Un seul bailleur social, la SAGEM, gère le parc HLM de 560 logements. La population se caractérise par une forte proportion de moins de 25 ans (41% contre 31% pour la commune) et une surreprésentation de familles monoparentales (18%).

Les habitants sont impliqués dans la vie du quartier et le voient de manière générale de façon positive.

2.3 La Seyne

Ville de 64 523 habitants, la Seyne-sur-Mer dénombre plus de 19% de sa population au sein de ses deux QPV : Berthe (9 334 habitants pour 3 220 ménages) et le Centre-Ville (3 080 habitants pour 1 810 ménages).

La population du quartier Berthe est majoritairement jeune (40,8% à moins de 25 ans) alors que le Centre-Ville est constitué d'une population plus âgée (50% entre 25 et 59 ans).

Malgré un tissu associatif plus fort au quartier nord, la part d'actions menées à destination du public Centre-Ville est quasi égale à celles menées pour le public du quartier Berthe.

De plus, la moitié des actions financées bénéficient aux habitants des deux QPV de la ville. Cela démontre donc une mobilité des actions menées et une certaine capacité aux habitants à se déplacer pour des actions précises.

2.4 Toulon

Toulon compte 176 198 habitants en 2018 (recensement INSEE 2018). La population toulonnaise a augmenté depuis 2016 chaque année de plus de 1900 habitants dont 2126 pour la seule année 2018.

Les 8 Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (Pontcarral, La Beaucaire, La Florane, Le Jonquet-La Baume- Le Guynemer, Pont du Las Rodeilhac, Centre-Ville, Ste Musse, Beaulieu Ste Marie) se répartissent à l'Ouest du territoire communal, au Centre et à l'Est et comptent 25 609 habitants, soit 14,54 % de la population communale. Parmi eux La Beaucaire (4 154 habitants), Pontcarral (1099 habitants) et Ste Musse (2 101 habitants) sont en Quartiers de Reconquête Républicaine depuis 2019. On dénombre également 2 Quartiers de Veille Active : St Jean du Var et La Closerie.

2.5 Cartographie

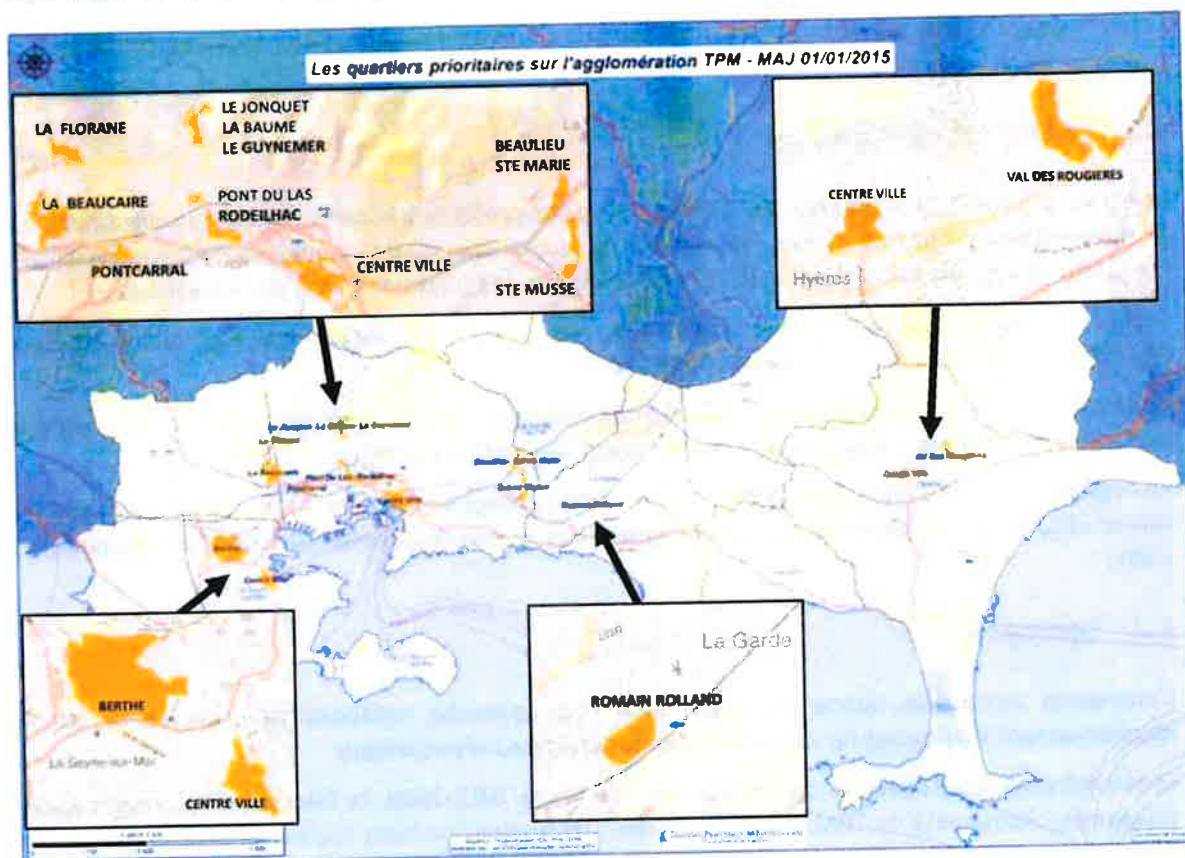
La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 13 quartiers prioritaires politique de la ville répartis sur 4 communes qui ont été retenus. (Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014).

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur : [https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/Mettre le texte](https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/Mettre%20le%20texte)

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur : <https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/>

Villes	Quartiers prioritaires
La Garde	1. Romain Rolland
Hyères Les Palmiers	1. Val de Rougières 2. Centre-ville ancien
La Seyne Sur Mer	1. Berthe 2. Centre-Ville
Toulon	1. La Beaucaire, 2. Pontcarral, 3. Beaulieu - Ste Marie, 4. Le Jonquet – 5. La Baume – 6. Le Guynemer, 7. La Florane, 8. Pont du Las – 9. Rodeilhac, 10. Sainte-Musse, 11. Centre-Ville.





3 Gouvernance du Contrat de Ville

La gouvernance est un processus de coordination d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement :

- La Métropole TPM, en lien avec les partenaires signataires du Contrat de ville, a pour mission d'articuler et coordonner une politique de développement territorial global et une politique de solidarité au bénéfice des quartiers prioritaires, tout en veillant à l'équilibre général entre tous les territoires.
- Elle veille à produire de l'action collective, négociée et coproduite à l'échelle du territoire.
- Elle assure les modalités d'organisation des différents Comités techniques ou de pilotage à l'échelle de la métropole afin de faciliter le suivi des actions et des engagements financiers de chaque partenaire signataire du contrat de ville.
- Elle apporte ses compétences afin de renforcer les pratiques de management, d'ingénierie des politiques publiques dans le sens de la mobilisation de pratiques participatives, d'approches transversales, de réseaux.

La gouvernance politique du Contrat de Ville doit combiner un management de négociations, un management d'animation ascendant et un management d'orientations stratégiques descendant pour parvenir à des objectifs partagés.

Ceci nécessite l'instauration d'un système de décisions et de règles de relations, clairement établi, entre les élus du niveau TPM et des communes.

Le Contrat de Ville propose une mobilisation stratégique et opérationnelle de l'action publique, et l'organisation d'outils structurants.

Enfin, la gouvernance vise à proposer une vision stratégique du devenir des quartiers prioritaires à court et moyen termes.

3.1 Le Comité de Pilotage

Le comité de pilotage politique, co-présidé par la sous-préfète et la représentante du président de TPM, est composé des partenaires signataires : les Maires des quatre communes, l'ARS, la DASEN, le Procureur, la Direction régionale de la Caisse des Dépôts, la Direction de la CAF, les bailleurs...

Il constitue l'instance décisionnelle qui débat des enjeux, définit les orientations, commande et débat des évaluations, et se réunit une à deux fois par an.

L'instance de gouvernance politique et stratégique doit également pouvoir donner un positionnement quant aux projets relevant des financements européens (FEDER et FSE).

Au regard de la crise sanitaire en 2020, un Comité de pilotage exceptionnel et restreint s'est tenu en janvier 2021 pour rendre de compte des actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation 2020.

3.2 Equipe projet

L'animation territoriale donne un cadre pour une approche collaborative et partagée sur le fonctionnement du Contrat de ville à l'échelle du territoire métropolitain.

Conformément à la rédaction du Contrat de ville initial 2015-2020, la Direction Générale Habitat, solidarités, citoyenneté de TPM, et en particulier son service Cohésion sociale et territoriale, met en œuvre en lien avec les partenaires financeurs, le cadre de travail collectif nécessaire au contrat et à son architecture.

L'animation relève du service Cohésion sociale et territoriale qui coopère avec les autres services de l'EPCI concernés (Habitat, Renouvellement urbain, Développement économique, service Subvention globale / FEDER, Transports...).

L'équipe est amenée à promouvoir une approche transversale au sein de TPM, en mobilisant les ressources de la métropole et en développant les concertations pour structurer un partenariat interinstitutionnel.

Cette fonction de pilotage et de coordination technique amène à affirmer la notion « d'acteur collectif », construisant la démarche du Contrat de Ville, à partir d'un management « d'animation ascendante ». Cette ingénierie du développement demande de façon croissante à mobiliser les diverses ressources et compétences à agréger dans une démarche de projet. Elle doit s'appuyer à la fois sur la transversalité interservices de TPM et sur un travail en réseau avec les institutions partenaires.

L'équipe de TPM est en particulier chargée de :

- La gestion administrative du contrat avec les Services de l'Etat et des communes
- L'animation de « l'Equipe projet »
- L'animation générale du Contrat de Ville (informer, harmoniser, coordonner, mutualiser).

Cette fonction relève à la fois de l'ingénierie opérationnelle autour de projets transversaux, de la veille, de l'interface, de l'apport d'expertises ciblées, de l'éventuelle participation à des comités techniques territoriaux. Elle peut s'organiser également autour de groupes de travail ponctuels.

La gestion globale et le suivi du Contrat de Ville concernent en priorité le service Cohésion sociale et territoriale de TPM. Cependant un ensemble de partenaires, de services de droit commun et de dispositifs participent directement ou indirectement à la Politique de la Ville sur les quartiers prioritaires.

De ce fait, la mutualisation des compétences apparaît à la fois comme un enjeu stratégique et comme une méthode opérationnelle au sein de la Métropole.

La création d'une « Equipe projet » prend donc tout son sens à divers titres pour :

- Elaborer en commun des démarches de projet ou d'accompagnement opérationnels
- Conduire une réflexion partagée sur des objectifs stratégiques
- Croiser des financements
- Evaluer ensemble l'impact des financements et des actions...

« L'Equipe projet » est composé des 3 partenaires financeurs.

Ces derniers se réunissent à raison d'une séance de travail mensuelle minimum tout au long de l'année pour l'organisation et le suivi continu du Contrat de ville métropolitain :

L'objectif est de travailler en équipe restreinte pour privilégier l'opérationnalité : 10 réunions Equipe Projet ont pu être menées malgré les restrictions sanitaires, permettant ainsi des partages d'informations, des prises de décisions et un suivi régulier au plus près de la réalité du terrain.

3.2.1 Pour TPM :

- Chef de service de la Cohésion Sociale et territoriale TPM
- Chargés de missions dévolus aux 3 piliers et à l'évaluation du Contrat de ville
- Ponctuellement les directions et autres services de la Métropole lorsque cela est nécessaire.

3.2.2 Pour l'Etat :

- Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) en charge de la politique de la ville
- Délégués du préfet

3.2.3 Pour les Communes :

- ✕ Chefs de projets et leurs équipes : Toulon, La Seyne sur Mer, Hyères les Palmiers, La Garde

4 Animation institutionnelle

L'animation institutionnelle, vise à conforter la mise en œuvre de démarches de « projets de territoire » croisant les actions sectorielles et l'articulation des objectifs et des interventions (croisement des thématiques, travail en réseau, mutualisation). Elle ne peut exister indépendamment du choix de formaliser une gestion territoriale de proximité.

Un de ses intérêts réside dans l'articulation avec les services de droit commun sur le territoire, et dans l'instauration d'un cadre de travail régulier entre les équipes opérationnelles des villes, de TPM et les Délégués du préfet.

Il ne s'agit pas de s'enfermer systématiquement dans le cadre du périmètre du quartier prioritaire, mais de promouvoir la transversalité et la coordination des interventions sectorielles d'un même territoire, en les resituant dans un périmètre élargi.

Cette animation institutionnelle peut s'adosser à la structuration de projets de territoire, eux-mêmes utiles pour formaliser l'intégration urbaine des quartiers prioritaires dans un environnement urbain plus large.

En cela le portage du contrat de ville prend tout son sens par l'approche thématique et sectorielle élargie.

Cette approche et animation institutionnelle de mise en communs, l'essaimage, la capitalisation d'acteurs et les actions pertinentes à l'échelle du territoire métropolitain.

4.1 Dispositifs étatiques



L'année 2021 a été une nouvelle fois marquée par les conséquences de la crise sanitaire. Les quartiers de la politique de la ville ont pu bénéficier de dispositifs complémentaires. Le dispositif quartier d'été a été renouvelé permettant une offre de loisirs culturels et sportifs en pied d'immeuble et le dispositif quartiers solidaires jeunes a aidé les associations à poursuivre leurs actions d'accompagnement global et inclusif des plus jeunes habitants des quartiers.

Les expérimentations innovantes et partenariales ont été poursuivies avec la labellisation d'une Cité éducative à Toulon, tout récemment étendue à une deuxième et une autre à Hyères. Une Cité de l'emploi a également vu le jour à La Seyne-sur-mer qui était déjà dotée d'une Cité éducative.

Appel à projets:

Quartiers d'été 2021

Les contrats de villes ont été prolongés jusqu'en 2023, mais leur évaluation finale est attendue pour fin juin. Nous travaillerons collectivement à l'élaboration de propositions pour la future contractualisation par la mise en place de groupes de travail souhaités par le préfet et dont les conclusions seront présentées lors du prochain comité territorial de la politique de la ville en juin.



4.2 Calendrier de la programmation 2021

Calendrier	Dates
Dépôt des dossiers	Du 9 novembre au 13 décembre 2020
Complétude des dossiers et mise en place des tableaux de programmation	Du 14 décembre au 3 janvier 2021
Temps d'instruction des dossiers	Du 4 au 31 janvier 2021
Comité de lecture métropolitain	02 février 2021 (prévu : du 1 ^{er} au 4/2)
Comités de lecture communaux	Du 22 janvier au 12 février (prévu : du 2 au 12/2)

Calendrier	Dates
Instruction et répartition financière par Commune	Du 15 février au 5 mars 2021
Comité Technique métropolitain	16 mars 2021 (prévu : 10-11/3)
Comité de pilotage	25 mars 2021 (prévu : du 22 au 26/3)

4.3 Place des conseils citoyens :

4.3.1 Hyères les Palmiers :

Sur Hyères, deux conseils citoyens sont présents, un sur chaque quartier prioritaire (Centre Ancien, Val des Rougières). Chaque instance se compose de deux collèges. L'un est dédié aux acteurs locaux (associations, commerçants...), l'autre aux habitants.

Les membres des deux instances sont conviés annuellement, à un comité de pré-lecture à l'occasion duquel les dossiers déposés dans le cadre du Contrat de Ville sont abordés en détail. Leurs avis et observations sont synthétisés dans un document de travail et relayés par le chef de projet lors du comité de lecture institutionnel. Les conseils citoyens sont également consultés sur le rapport annuel de la politique de la ville et invités au comité technique de l'abattement de TFPB.

L'année 2021 a de nouveau été marquée par la crise sanitaire qui a impacté l'activité des instances. Pour le VDR, le Conseil Citoyen s'est réuni 6 fois, 3 fois pour le Centre-Ancien. Les problèmes sécuritaires, de dégradation de l'espace public et les incivilités sont les préoccupations majeures exprimées lors des séances par les habitants des deux quartiers.

En 2021, le collège habitants du Centre Ancien s'est démobilisé avec plusieurs démissions. Concernant le VDR, les habitants se sont investis dans la création d'un journal de quartier « Paroles d'habitants », accompagnés par l'adulte relais de la Commune et l'EVS de Face Var.

4.3.2 La Garde :

Le conseil citoyen de Romain Rolland a été mis en place en octobre 2014 comme l'un des premiers créés dans le Var. A la suite de sa dissolution par la municipalité en accord avec le délégué du préfet par défaut de fonctionnement et d'assiduité, de nouvelles élections ont été organisées avec pour objectif d'aboutir à une meilleure représentativité du quartier. Le nouveau conseil citoyen s'est installé officiellement le 22 janvier 2021. Il est constitué de :

- 4 membres du collège « habitants » + 3 membres suppléants ;
- 4 membres du collège « acteurs locaux » dont le bailleur social et 3 associations œuvrant sur le territoire.

L'adulte relais assure l'animation des réunions et le suivi des actions de cette instance.

Le conseil citoyen est associé à la programmation des actions mises en place dans le cadre du contrat de ville lors d'une réunion courant janvier (bilan de l'exercice précédent et présentation des dossiers déposés). Les avis et observations sont alors relayés lors du comité de lecture. Du fait de la crise sanitaire et des mesures imposées, les réunions mensuelles ont été maintenues aussi régulièrement que possible sur l'année.

Il est à noter que le conseil citoyen gardéen a activement participé en 2021 à une enquête « flash » commandée par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) relative à l'instruction des démarches participatives.

4.3.3 La Seyne sur Mer :

Deux Conseils Citoyens sont présents sur la ville de la Seyne : un par quartier prioritaire. Ces conseils citoyens sont portés par le service Démocratie Locale. Sur le Centre-ville, trois collèges composent le conseil citoyen : habitants, associations et commerçants. Sur Berthe, le conseil citoyen est composé d'associations et d'habitants.

Les conseillers citoyens sont d'ordinaire présents sur chaque instance du contrat de ville, des comités de lecture jusqu'au comité de pilotage. Le protocole lié à la crise sanitaire n'ayant pas permis d'organiser des temps en présentiel collectif, les conseils citoyens n'ont exceptionnellement participé qu'aux comités de lecture.

4.3.4 Toulon :

Seul le Conseil Citoyen Centre-Ville appuyé sur une association dont l'objet repose sur la participation des habitants reste actif et force de proposition.

La réduction significative des effectifs du service et les contraintes sanitaires n'ont pas permis de s'attacher à la redynamisation des 3 autres Conseils Citoyens qui sont peu investis dans la démarche participative. (Conseil Citoyen Ouest / Conseil Citoyen Vallée du Las / Conseil Citoyen Est)



5 Analyse quantitative et qualitative

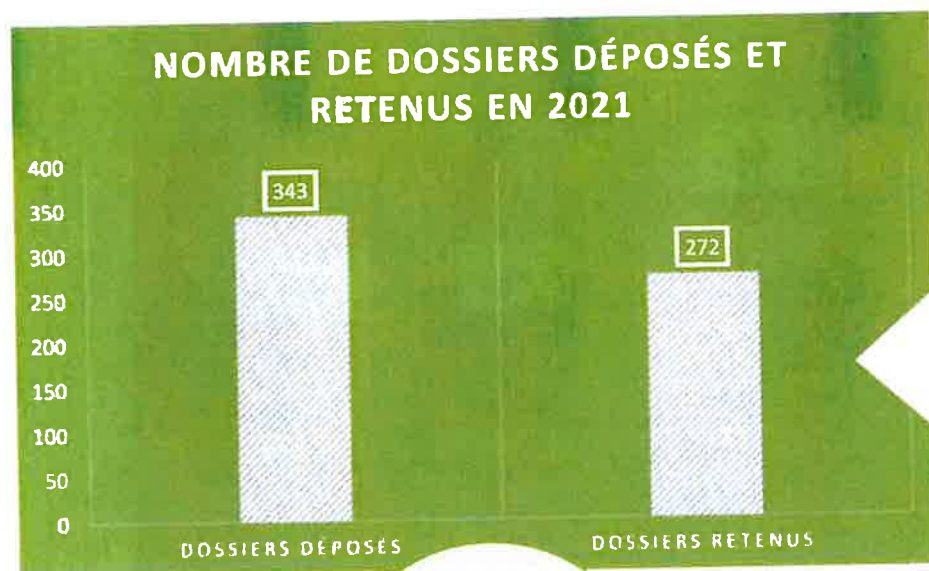
5.1 Analyse quantitative :

Analyse des données sur la base du tableau de programmation 2021, signé le 4 mai 2021 comprenant la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} programmation.

En 2021, 272 dossiers ont été subventionnés soit 7 dossiers en moins par rapport à 2020 (279) par les 3 financeurs :

- Etat
- Métropole
- Villes

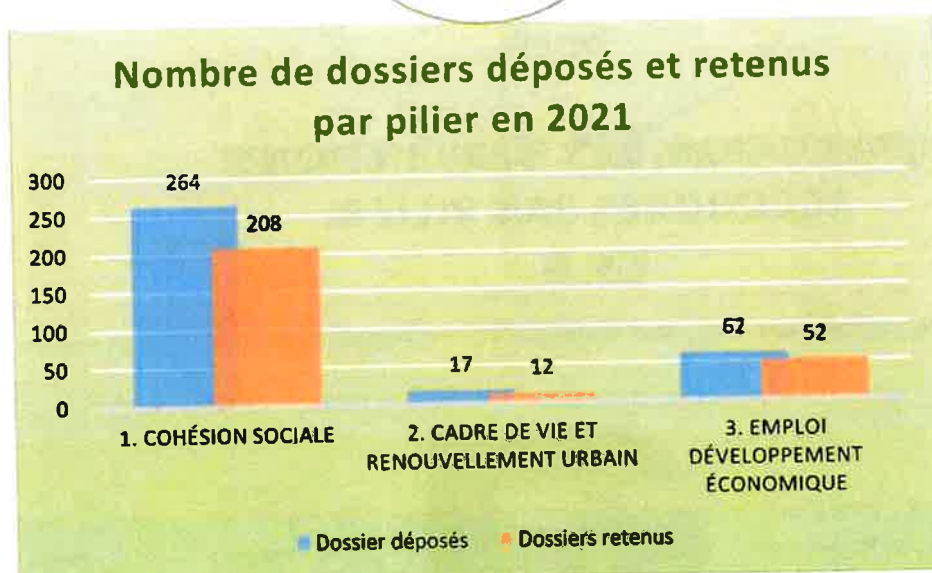
Le montant total des subventions allouées dans le cadre du Contrat de ville représente **2 936 000 €**. Ce montant comprend :



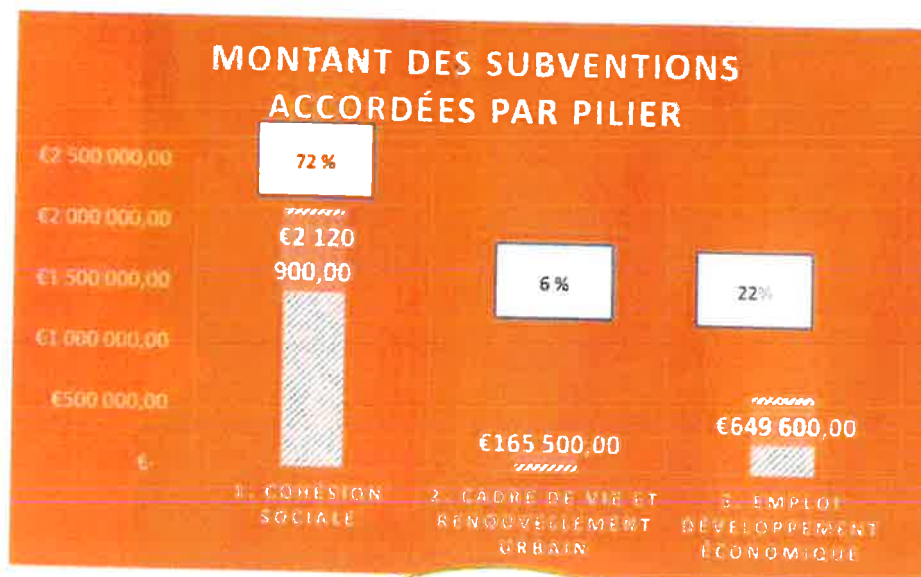
Soit 79 % des dossiers déposés sont retenus

12

272 dossiers
retenus pour
109 porteurs



85 % de dossiers en
reconduction (soit
230) et 15 % d'actions
nouvelles (soit 62)

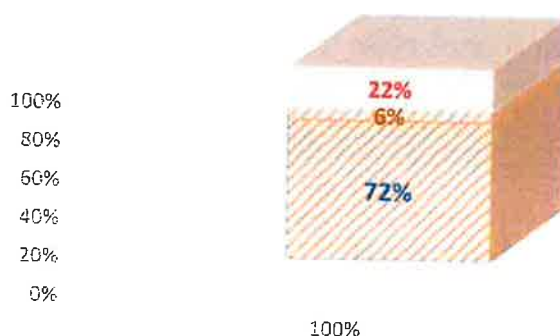


13

73 % des dossiers sont retenus et 59 % des subventions accordées par rapport au montant total demandé.

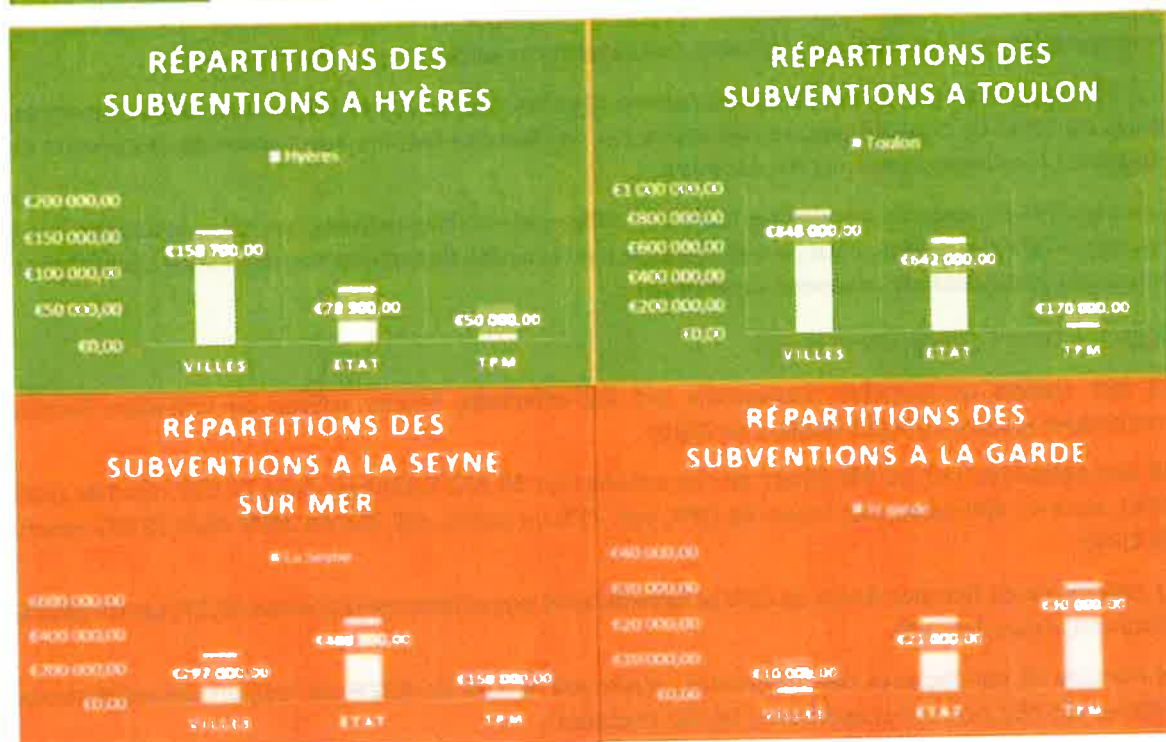
RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR PILIER EN %

1. COHÉSION SOCIALE 2. CADRE DE VIE 3. EMPLOI DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



5.1.1 Répartition des subventions par financeurs

	Nbre de dossiers	Villes	Etat	TPM	Total
Hyères	44	158 700,00 €	78 500,00 €	50 000,00 €	287 200,00 €
la garde	18	10 000,00 €	21 000,00 €	30 000,00 €	61 000,00 €
La Seyne	74	297 000,00 €	480 800,00 €	150 000,00 €	927 800,00 €
Toulon	136	848 000,00 €	642 000,00 €	170 000,00 €	1 660 000,00 €
Total	272	1 313 700,00 €	1 222 300,00 €	400 000,00 €	2 936 000,00 €



5.2 Analyse qualitative :

Malgré des signaux très positifs, l'année 2021 est marquée par les impacts multiples et persistants d'une crise exceptionnelle. Elle a fait émerger la nécessité de prendre en charge rapidement les impacts de la crise sanitaire à plus long terme

5.2.1 Analyse des fiches de synthèses 2021

L'analyse qualitative concerne les données extraites des Fiches de Synthèses 2021, communiquées par les porteurs de projet.

Outil d'évaluation travaillé par l'équipe projet, les fiches de synthèse permettent aux porteurs de projets de dégager des éléments de bilans quantitatifs et qualitatifs, pour les financeurs.

65 710 personnes ont pu bénéficier des actions menées par les associations dont 45909 personnes issues de QPV/ Le pourcentage de réalisation est de 94% par rapport aux prévisions des projets et malgré les conditions liées à la crise sanitaire.

Ces données concernent les chiffres réels des différentes actions menées par les associations, tous territoires QPV confondus ; mais ne représentent pas la totalité des actions menées et des bénéficiaires concernés (extraction des données exploitables).

5.2.2 Pilier Cohésion Sociale

33 856 ateliers ou journées d'ouverture ont été effectués, toutes actions de Cohésion Sociale confondues (contre 13 835,5 ateliers en 2020)

58 395 personnes ont pu bénéficier de ces actions (sur 55 652 estimées) dont 21 023 femmes (soit 36%), dont 41 600 personnes issues de QPV, soit 71% du public. (42 363 en 2020 dont 29 879 issues de QPV)

La proportion de femmes issues de QPV et bénéficiaires des actions est d'environ 49,2% contre 50,8% d'hommes issus des QPV.

Le nombre de bénéficiaires des différentes actions est majoré de 4,92% par rapport aux estimations initiales (55 652 personnes estimées / 58 395 réalisées).

Le secteur associatif a connu des bouleversements dans la façon d'accompagner les jeunes les plus précaires et ont décelé des sujets prédominants face au contexte extraordinaire : les usages du numériques et la santé mentale. Les habitants des QPV ont particulièrement dû faire face aux difficultés posées par la continuité éducative, la poursuite des apprentissages en milieu familial et souvent précaire et le décrochage scolaire. Une augmentation de la fréquentation des épiceries sociales et solidaires est à noter. L'exercice de la parentalité s'est avérée difficile notamment au regard des difficultés d'apprentissage et aux variations de comportements des enfants, très impactés par la situation.

5.2.3 Pilier Cadre de vie

1960 ateliers ou journées d'ouverture ont été comptabilisés (contre 716 journées en 2020, soit 173% d'augmentation d'activité).

1321 personnes ont bénéficié des actions, 20 % de moins que l'estimation initiale des porteurs de projets, dont 632 femmes (47,8%)

74,5 % des bénéficiaires étaient issus de QPV (soit 985 personnes).

59,7% des bénéficiaires étaient des femmes issues de QPV, contre 40,3% d'hommes.

Les actions menées dans le cadre de ce pilier ont connu une reprise lente et progressive. Les bénéficiaires concernés ont peu voire pas d'autonomie en matière de gestion locative et de démarches administratives et sont souvent dans des situations de logement précaires. Les accompagnements sont

plébiscités notamment en termes d'apprentissage de l'autonomie et de gestion du budget ou de connaissance des droits relatifs au logement. Pour les jeunes plus spécifiquement, la construction du projet d'accès au logement à travers un accompagnement individuel, permet à la fois la levée des freins au logement et par la suite à l'emploi, tout en facilitant le maillage et la coordination avec les dispositifs existants.

5.2.4 Pilier Emploi

Le pilier Emploi a permis de relever que 10 929 ateliers ou journées d'ouverture ont été effectués en 2021 (contre 4789,5 en 2020 soit + 128%), toutes actions en faveur de l'Emploi et du développement économique confondues.

Les associations ont reçu 5 994 bénéficiaires (Estimation 4417 bénéficiaires soit +35,7% que prévu) dont 3 324 issus de QPV, soit 55,5%, dont 1451 femmes tout public soit 24,2%

40,5% des bénéficiaires issus de QPV étaient des femmes, contre 59,5% d'hommes

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, le taux de chômage est toujours près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Ce constat est lié à la surreprésentation, dans ces territoires, d'actifs qui, de par leur niveau de qualification ou leur catégorie socio-professionnelle, sont particulièrement exposés à ce risque. En sus, les conséquences économiques de la crise ont touché en premier lieu les jeunes issus de QPV. C'est pourquoi l'accent a été mis sur les accompagnements individuels renforcés des jeunes éloignés de l'emploi en proposant notamment des parcours sur mesure, des actions relatives à la levée des freins à l'embauche, ou encore des actions visant à l'utilisation du levier de l'insertion par l'activité économique pour faire découvrir la diversité de l'offre d'insertion. Les associations ont toutefois un travail indispensable récurrent sur la mobilité psychologique auprès des habitants des QPV.

Public reçu		Dont bénéficiaires QPV	Dont femmes QPV	Dont hommes QPV	Journées d'ouverture et/ou ateliers effectués
Prévisionnel	Réalisé				
61 730	65 710	45 909	22 407	23 502	46 745

PART DES FEMMES BÉNÉFICIAIRES DES QPV

• Bénéficiaires QPV • Femmes QPV



PART D'HABITANTS DES QPV

• Bénéficiaires QPV • Bénéficiaires des QPV



63 710 bénéficiaires en 2021

46 745 journées d'ouverture effectuées en 2021

REPARTITION DES PROJETS PAR VILLE

• Projets

• Projets

• Projets

• Projets



un prévisionnel de 61 730 en 2021 et en 2022 en 2021 de 65 710 les projets ont été satisfaisant

- ✕ La part d'habitants des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) 70 % contre 75 % en 2020
- ✕ La part de femmes venant QPV est de 49 % contre 54 % en 2020
- ✕ Les estimations en nombre de bénéficiaires ont été réalisées à hauteur de 110 % contre 85 % en 2020
- ✕ La ville de Toulon recense le plus de projets représentant 46% du total contre 49 % en 2020

6 Axes déclinés par communes

6.1 Les généralités

6.1.1 La Cohésion sociale

Le pilier Cohésion sociale prévoit les mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs, et aux actions assurant le lien social sur le territoire. Elles assurent un investissement supplémentaire des partenaires du contrat de ville dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice.

Selon la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le pilier « cohésion sociale » a pour objectif de mettre en place des actions visant « à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations ». Ce volet doit permettre d'aborder les questions d'éducation, de politiques sociales, de santé, d'accès aux services publics mais aussi de prévention de la délinquance et de présence judiciaire.

Zoom sur le rapport national 2020 ONPV "Vulnérabilités et Ressources des Quartiers Prioritaires" :
« Plus exposés à la circulation du virus, les résidents des QPV étaient deux fois plus fréquemment positifs à la Covid-19 en mars 2020.

Durant la crise liée à la Covid-19, le numérique et ses usages ont joué un rôle clé dans la vie quotidienne (école à la maison, télétravail, démarches administratives notamment). Selon l'enquête CAPUNI menée en 2019, les habitants des QPV jugent moins facile d'effectuer des tâches administratives en ligne, en particulier celles qui touchent aux impôts et à la Caisse d'allocations familiales. Ces difficultés quant aux usages du numérique ont pu être exacerbées en période de crise sanitaire pour réaliser les démarches du quotidien. »

6.1.2 Le Cadre de vie

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » a pour objet de relayer les actions relatives au cadre de vie des habitants, qu'elles s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) ou non.

Le pilier Cadre de vie et renouvellement urbain regroupe le projet de Gestion urbaine et sociale de proximité (GSUP), les thématiques du logement et de peuplement, les enjeux de desserte par les transports collectifs.

Zoom sur le rapport national 2020 ONPV "Vulnérabilités et Ressources des Quartiers Prioritaires" : "La sur-occupation d'un logement est définie en rapportant la composition du ménage qui l'occupe au nombre de pièces du logement. Un logement est qualifié de sur-occupé dès lors qu'il lui manque au moins une pièce par rapport à une norme d'occupation normale. Ce phénomène est beaucoup plus marqué dans les QPV : en 2016, la sur-occupation concerne 14 % des ménages dans les QPV métropolitains, soit un taux presque trois fois supérieur à la sur-occupation de l'ensemble des ménages de France métropolitaine (4,8 %)."

6.1.3 L'Emploi et le Développement économique

Les dispositifs relatifs au développement de l'économie et à l'emploi se doivent d'être multiples en direction des QPV, qu'il s'agisse de favoriser la formation ou la requalification des jeunes des quartiers prioritaires, l'accompagnement vers l'emploi ou la création d'entreprise ainsi que de faciliter le développement économique et la création ou le maintien de l'activité dans ces quartiers.

Par ailleurs, les résidents des QPV exercent beaucoup plus fréquemment des professions "nouvellement vulnérables" (1,6 fois plus qu'au niveau national), c'est-à-dire relevant de secteurs dont l'activité a été ralentie ou stoppée pendant la crise sanitaire. En outre, en raison des professions exercées par les personnes en emploi, le recours au télétravail est moins fréquent en QPV. L'impossibilité de télé-travailler et les déplacements domicile-travail qui en résultent, ont augmenté l'exposition des habitants des QPV au virus de la Covid-19.

Source ONPV : "En dépit de la diminution du taux de chômage (22,5 % en 2019 contre 26,7 % en 2014), la situation de l'emploi dans les QPV reste toujours très dégradée par rapport à celle des autres quartiers des unités urbaines englobantes. Le taux de chômage des habitants des QPV est deux fois et demie supérieur à celui des autres quartiers des unités urbaines englobantes (2019 : 22,5 %, contre 8,4 %).

18

6.2 HYERES :



60 dossiers ont été déposés en 2021 contre 53 en 2020, parmi lesquels 20 nouvelles actions, ce qui traduit une belle dynamique sur le territoire hyérois.

44 ont été retenus (73%) dont 6 nouvelles actions.

2 programmations ont été réalisées pour un financement total de 294 700€. La participation a été de 158 700€ pour la Commune (54%), 86 000€ pour l'État (29%) et 50 000€ pour TPM (17%).

6.2.1 La cohésion sociale

Comme en 2020, la crise sanitaire a impacté les actions de la politique de la ville dans leur organisation (fractionnement des activités au regard du respect des jauges sanitaires). Les partenaires associatifs sont restés pleinement mobilisés. Le Pilier Cohésion sociale et plus particulièrement le volet Développement social concentre la majorité des actions du Contrat de ville. 206 500€ ont été mobilisés sur ce pilier soit 70% des financements du Contrat de ville.

6.2.1.1 Évolution dans les QPV :

A l'échelle des deux QPV, il a été constaté un accroissement de la précarité sociale, des difficultés scolaires, une fracture numérique forte (personnes pas ou sous-équipées et/ou ne maîtrisant pas l'outil informatique), des besoins en prise en charge psychologique adultes et enfants ainsi qu'une recrudescence des violences conjugales et intrafamiliales.

6.2.1.2 Compte-rendu / évaluation des actions :

33 projets concernaient le Pilier Cohésion sociale : 5 la thématique Education, 21 le développement social, 3 la santé, 4 la sécurité/prévention

Le volet éducatif comprend l'action « Passerelle école entreprise » de Face Var (271 collégiens bénéficiaires), le « Point accueil de l'école des Parents et des Éducateurs » (21 familles prises en charge) et les « Ateliers de loisirs éducatifs » (théâtre, cours de guitare, art du cirque...) du Centre social et culturel ISA (112 enfants de 6 à 11 ans). Parmi les nouvelles actions, Face Var au travers de son action « Osons l'apprentissage » a permis à 23 jeunes d'accéder à un contrat en alternance, et à 17 collégiens de classe de 3ème d'intégrer un stage en entreprise (action « Tous en stage »).

Le volet développement social concerne essentiellement les actions d'accès au droit (295 personnes reçues par le CIDFF droit de la famille et droit du travail), de soutien aux démarches administratives et

informatiques (249 bénéficiaires pour Les Mamans du Valdé et 257 pour Face Var), d'alphabétisation (48 personnes réparties entre Face Var au VDR et ISA en Centre-Ancien), d'animations culturelles et sportives (UFOLEP, Arty Family, CSK, Villa Noailles...) et d'initiatives citoyennes (Les Mamans du Valdés, FPH).

Le volet santé s'adresse plus particulièrement aux personnes en grande précarité par le biais de l'association En Chemin (accueil de jour, Promosoins) et des Bout'chou de l'Espoir (aide alimentaire et vestimentaire pour les jeunes enfants).

La thématique sécurité /prévention de la délinquance regroupe :

- Le Centre de Loisirs Jeunes qui a enregistré une forte progression de fréquentation en 2021 (176 adolescents de 11 à 17 ans accueillis contre 96 en 2020),
- Le Point d'accueil et d'écoute psychologique des femmes et enfants victimes de violence d'AVRE (39 bénéficiaires) lequel ne peut répondre à l'ensemble des demandes (liste d'attente) et la permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV (182 bénéficiaires).
- Il est à noter l'ouverture en janvier 2021, de la plate-forme d'accueil pour les victimes de violences conjugales d'En Chemin (243 personnes accueillies dont 88 hyéroises).

6.2.1.3 Dispositifs transversaux :

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative par le biais de différents dispositifs coordonnés par le service Politique de la cohésion sociale et de l'insertion :



Le PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE : développé sur Hyères depuis septembre 2015, le PRE connaît une activité croissante dans la prise en charge des enfants de 2 à 16 ans repérés et orientés sur la base de critères multiples (santé, développement, contexte familial, scolarité, facteurs socio-économiques et environnementaux). Une enveloppe de 88 000€ annuelle de l'Etat est consacrée à la mise en place d'actions.

263 enfants ont été pris en charge en 2021 (57,63 % de garçons et 42,37 % filles) ; 66% sont issus des quartiers politique de la ville.

Sur la totalité des bénéficiaires, 3 % des enfants sont scolarisés en maternelle, 42 % sont en primaire, 46 % au collège et 9% au lycée. L'année a été marquée par un accroissement conséquent des besoins en suivi psychologique et soutien scolaire.

Malgré la difficulté d'organiser des Équipes Pluridisciplinaires de Soutien (EPS) en raison de la crise sanitaire, le lien avec les partenaires a été maintenu en distanciel ou en rdv individuel. Outre l'Education Nationale fortement mobilisée, un partenariat étroit a été tissé au fil du temps avec les institutions du Département (UTS, ASE, AEMO, CMP, CMPP).

Le PRE a adopté un fonctionnement mixte, cumulant des prestations de service et un appel à projets. Parmi les associations partenaires en 2021, AVRE, AFL Transition et Neurodys sont intervenues dans le domaine sanitaire (psychologues, neuropsychologues), L'aventure Montessori et APS sur le volet scolaire/éducatif, et Arty Family sur le lien parents-enfants.

Le CLAS et le COUP DE POUCE CLE sont gérés en régie par la Municipalité qui emploie 19 personnels vacataires. Le CLAS prend en charge 173 enfants sur 7 écoles primaires et le Coup de pouce 35 élèves de cours préparatoire (7 clubs sur 5 écoles). La Commune assure le financement de ces dispositifs avec une participation CAF pour le CLAS.

Les efforts municipaux se concentrent également sur l'accès au droit.

Ouvert en 2010, le POINT JUSTICE accueille des permanences de 17 intervenants sur le champ de l'accès au droit, de la prise en charge psychologique et juridique des victimes, et de l'aide aux démarches administratives. Le Point Justice accueille plus de 5000 personnes à l'année, un chiffre divisé par 2 depuis la crise sanitaire (2274 personnes reçues en 2021).

Le dispositif « QUARTIER D'ETE » porté par l'Etat, est complémentaire du Contrat de ville. Il a permis la réalisation de 6 actions au cours de la période estivale 2021, axées sur des activités, sorties/séjours enfants, jeunes et familles.

6.2.1.4 Perspectives :

- Le soutien scolaire sera un axe fortement investi en 2022, de même que le soutien psychologique.
- Dans la continuité de son engagement en faveur de la réussite éducative, et suite à sa candidature, la commune d'Hyères a été labellisée « CITE EDUCATIVE ». Un plan d'actions sera décliné sur la période 2022-2024 et piloté par l'Etat, l'Education Nationale, la Ville et la CAF.
- L'ouverture d'une MAISON FRANCE SERVICES sur le Val des Rougières est prévue en juillet 2022. Ces prestations seront complémentaires de celles du Point Justice.

20

6.2.2 Le cadre de vie

À l'instar de 2020, une action unique a concerné le pilier Habitat-cadre de vie pour une mobilisation de crédits de 3000€ soit 1% des financements du Contrat de ville.

Sur le Val des Rougières, Var Habitat est l'unique bailleur social. Sur le Centre Ancien Adoma et le Logis Familial Varois disposent de quelques résidences sociales de petite taille. Une partie de l'abattement de TFPB prend le relais du Contrat de Ville dans le domaine de l'amélioration du cadre de vie (propreté, sécurité...) et de l'animation de quartier (activités socioculturelles associatives).

6.2.2.1 Evolution dans les QPV :

Le Centre Ancien qui connaissait jusqu'alors une situation apaisée compte tenu d'aménagements réalisés par la Commune, subi de nouveau des dégradations, des nuisances sonores et des faits de délinquance attribuables à une bande de jeunes âgée de 15 à 18 ans.

Le Val des Rougières demeure toujours marqué par des problématiques sécuritaires dû à un trafic de stupéfiants en plein développement et des tirs d'arme à feu réguliers. Cette situation impacte fortement les habitants et motive de nombreuses demandes de mutation auprès de Var Habitat qui n'a pas les moyens de les satisfaire dans leur ensemble. Globalement, la population exprime un sentiment d'abandon sur ce quartier en dépit de l'investissement de la politique de la ville qui ne peut à elle seule, régler l'ensemble des problématiques (sécurité, dégradations, incivilités).

6.2.2.2 Compte-rendu / évaluation des actions :

L'action « Amélioration de l'habitat des personnes défavorisées » portée par l'association Entraide consiste en la réalisation de petits travaux d'intérieur, de déménagements, de débarrât de logement et de valorisation de meubles, dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne. Les bénéficiaires sont orientés par les assistantes sociales du Département et par les organismes de tutelles. Les personnes âgées, porteuses d'handicap et les personnes isolées représentent la majorité des prises en charge. En 2021, 12 hyérois, tous résidents en Centre Ancien, ont bénéficié des services d'Entraide.

L'amélioration du cadre de vie inclut un volet engagement citoyen, qui se concrétise notamment au travers du FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS (FPH). En 2021, 4 projets portés par les habitants ont vu le jour : 1ère parution du journal de quartier du VDR, animation ludothèque enfants, sortie cinéma parents-enfants et spectacle de marionnettes au bénéfice des élèves de la maternelle Val des pins.

6.2.2.3 Perspectives :

- Une commission Habitat-cadre de vie à l'échelle communale sera créée au 1er semestre 2022, et regroupera les bailleurs, l'Etat, les services de la Métropole et la Municipalité.
- En 2021, Arty Family avait été financé dans le cadre du Contrat de ville pour la réalisation d'une fresque artistique sur le mur d'enceinte de la crèche Tom Pouce. La crise sanitaire n'ayant pu faire aboutir ce projet, ce dernier sera réalisé au mois de mars 2022 avec la participation des enfants de l'école primaire Excelsior, de la maternelle Val des pins et des mamans du quartier.

6.2.3 L'emploi et le développement économique

En 2021, 10 dossiers ont été retenus sur le Pilier de l'emploi. Aucun n'a concerné le volet Développement économique. 75 100€ y ont été investis soit 25% des financements du Contrat de ville.

6.2.3.1 Evolution dans les QPV

Entre le 2^{sd} trimestre 2017 et le 2^{sd} trimestre 2019, le taux de demandeurs d'emploi a progressé de 5.6% sur le Centre-Ancien, alors qu'il a baissé de 6.4% sur le Val des Rougières. Il est à noter que sur ce quartier, la part des temps partiels et des contrats aidés est importante. Le chômage chez les jeunes de moins de 25 ans reste nettement supérieur sur les 2 QPV (19%) à la moyenne communale (16%) et métropolitaine (16,4%). Outre l'emploi, les besoins des jeunes concernent également la recherche de stages en entreprise et de contrats d'apprentissage.

6.2.3.2 Compte-rendu / évaluation des actions

Compte tenu de l'éloignement de l'emploi de certains publics, les chantiers d'insertion et les accompagnements renforcés apparaissent comme un maillon essentiel.

L'APS s'y emploie au travers de son action « Tremplin vers l'insertion professionnelle » (8 bénéficiaires dont 3 sorties positives emploi). Celle-ci constitue souvent une première expérience dans le monde du travail pour ces jeunes âgés de 17 à 25 ans. Il en va de même pour « l'Accompagnement renforcé sur les chantiers hyérois » de la Sauvegarde des Forêts Varoises qui remobilise un public quel que soit son âge et son niveau scolaire (26 bénéficiaires hyérois).

Les freins à l'emploi concernent également la mobilité. L'auto-école sociale d'APS, en lien avec la Mission Locale, a proposé le passage du permis B à 8 jeunes âgés de 18 à 25 ans inscrits dans un parcours d'insertion.

Les actions « Job contact » (accompagnement à l'emploi pour les + de 26 ans) et « PAQTE » (parrainage et recrutements au sein d'un réseau d'entreprises partenaires) de face Var a profité à 72 hyérois.

Il est à souligner deux nouvelles actions en faveur de l'emploi en 2021 :

- Les « Chantiers d'insertion multimédias » de Résine Média qui forment des jeunes aux métiers du numérique en lien avec la Mission Locale Corail pour Hyères,
- Les « Parcours coordonnés » d'UFOLEP qui recrutent des jeunes en service civique sur des missions d'animation sportive et leur permet d'accéder en parallèle à des formations qualifiantes (BAFA, SECU P et PSC1)

6.2.3.3 Perspectives :

- Au vu du taux de chômage important dans les quartiers prioritaires, et en perspective de l'ouverture de la Maison France Services en juillet 2022 au VDR, des permanences délocalisées de la Mission Locale et d'En Chemin pour le développement de l'application Job à cœur, y seront localisées.
- D'autre part, la Commune continuera de s'investir aux côtés de Pôle Emploi, de la Mission Locale et de Cap emploi, dans l'organisation d'un Forum emploi annuel.

- La signature début 2022 d'une convention entre la Commune et Pôle Emploi permettra :
- Un accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi les plus en difficulté par l'Espace emploi municipal,
- La communication au plus tôt à Pôle Emploi par la Commune, des projets de développement économique à venir sur son territoire, afin de permettre à Pôle Emploi de mieux cibler les candidats et de les former en conséquence pour répondre aux besoins futurs.

6.3 LA GARDE

En 2021, 21 dossiers ont été déposés par 16 porteurs de projet. Presque les 3/4 concernent le pilier Cohésion sociale. 18 dossiers ont été retenus dont 5 nouvelles actions soit le quart des projets portés par 4 nouvelles associations. 2/3 sont des dossiers intercommunaux.



22

Au total, le Contrat de ville a mobilisé 61 000€.

6.3.1 La cohésion sociale :

Du fait de la présence de différents acteurs publics au sein du quartier : Police Nationale, Maison des Initiatives Sociales de la Beaussière, Greta, Multi-Accueil de la petite enfance, école maternelle et relais jeunes, Romain Rolland reste globalement calme.

6.3.1.1 Evolution dans les QPV

La présence de l'adulte relais, positionné sur le quartier prioritaire de la politique de la ville depuis août 2019, est un réel atout. En effet, il contribue largement de par sa mission à faire le lien entre les habitants et les acteurs locaux. Animateur du conseil citoyen, à l'écoute de chacun, il fait passer les informations, veille à l'inscrire dans une démarche participative. Il est présent sur le terrain pour le démarrage des activités de chaque action.

Malgré le contexte sanitaire et notamment le 3e confinement imposé en 2021, la majorité des actions prévues ont pu être maintenues.

6.3.1.2 Compte rendu / Evaluation des actions

72% des actions ont été réalisées dans ce pilier Cohésion Sociale.

La ville a tenu à poursuivre en 2021, son idée de développer les animations au cœur même de Romain Rolland, au plus près des habitants, en extérieur et en horaires décalés ; le but étant d'occuper l'espace public en dehors des horaires d'ouverture de la Maison des Initiatives Sociales. Cet objectif a, cette année encore, permis d'effectuer les actions tout en respectant les mesures sanitaires imposées, tout en évitant de faire concurrence aux activités de la MIS, ne pas faire doublon et proposer une offre à plusieurs moments de la journée.

Ces 13 actions sont réparties de façon assez inégale entre les différents volets.

- Le volet « Education » comprend les animations scientifiques des Petits Débrouillards (75 bénéficiaires durant les 12 mercredis des Cités Débrouillardes), « Passerelle Ecole/Entreprise » de Face Var pour des ateliers en direction des classes de 6ème à la 3ème du collège Cousteau (28 séances) et la permanence Ecoute Parents mise en place par l'ADSEAAV pour les familles qui rencontrent des difficultés au quotidien dans leurs relations intrafamiliales (11 bénéficiaires, ½ journée mensuelle).
- La thématique « Développement social » a été largement étoffée par 3 nouvelles actions : des ateliers d'art- thérapie pour 35 personnes en

majorité des enfants par Gestes et Matières, une chorale de chants du monde avec La Sphère G. Dessagnes et, le développement de l'accès aux pratiques sportives innovantes avec le Comité du Var de Course d'Orientation.

- Les ateliers de modelage d'argile pour 15 enfants ont été renouvelés par l'association Terratata. Deux ateliers sportifs ont été reconduits : la découverte du tennis pour une quinzaine d'enfants chaque mardi soir par le Tennis Club Gardéen et les cours d'aisance aquatique par la Ligue Régionale PACA de natation à destination de 82 enfants.
- Le volet Santé s'adresse principalement aux jeunes en souffrance psychique par le biais de l'association AVRE. Des ateliers de cuisine avec une approche nutritionnelle pour mieux manger à moindre coût, ont également été dispensés par Carrément Toqué.
- Le volet Sécurité/ Prévention de la délinquance regroupe le soutien à la fonction parentale de AVRE (46 personnes suivies) ainsi que la permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV (5 bénéficiaires).

6.3.1.3 Dispositifs transversaux :

Dans le cadre de Quartiers d'été, un ambitieux plan national renouvelé pour répondre à l'urgence dans les quartiers nés du contexte de crise sanitaire qui perdure, la ville de La Garde a déployé divers programmes afin de faire de la période estivale une période d'apprentissage, de découverte et de solidarité. Les familles ont profité d'une vraie respiration après de longs mois de confinement, en ayant accès à de nombreuses activités : Science Tour numérique, ateliers de développement des compétences psychosociales, création de bijoux, confection en argile...24 enfants de 11 à 15 ans ont également pu bénéficier des Colos Apprenantes à Chatel (8 QPV + 8 QVA + d'autres quartiers)

Depuis 2012, la Ville, pour redonner vie et animation au quartier, a fait le choix d'ouvrir une Maison des Initiatives Sociales (MIS) avec un personnel qualifié qui est à la disposition exclusive des habitants. En 2021, les inscriptions de nouvelles familles (une dizaine de familles absentes depuis plus d'un an et nouvelles venues sur le quartier) aux diverses activités ont augmenté malgré la situation sanitaire.

Dans le cadre de l'offre aux familles, pour l'accès aux droits, des accompagnements sont prévus pour faciliter leur quotidien tels que : ateliers alphabétisation, aide juridique, écrivain public, initiation informatique, permanences bureau de l'emploi...

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative à travers le PRE (57 enfants sur 2021), l'aide aux devoirs par la MIS de la Beaussière (31 enfants en 2021) ainsi que le soutien scolaire renforcé.

Au titre du droit commun, la ville intervient également pour toutes les questions sur différents dispositifs intégrant les tranches du quotient familial : les Semaines à Thème (séjours de vacances proposés aux enfants de 9 à 17 ans), le CLAS (Contrat Local de Soutien à la Scolarité) et soutient l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ASLH) Henri Wallon pour le territoire. Également, un dispositif qui a fait ses preuves : le Pass'Point Citoyen pour tous les jeunes gardéens (60H de travail pour la collectivité = 300€ financé pour une formation (permis de conduire, BAFA, PSC1 ou autre...)

En matière de sécurité et de prévention de la délinquance, le référent CLSPD est actif et fonctionne en lien avec la Chargée de Mission Politique de la Ville et l'Adulte relais.

6.3.1.4 Perspectives :

- ✦ Renforcer le PRE en ajoutant une référente famille et en doublant le nombre de prises en charge

- ✕ Poursuivre la dynamique des partenariats entre écoles, structures sociales (PEDT) et éducatives ainsi que le nombre de services municipaux.
- ✕ Repenser le CLAS en augmentant la participation des parents.
- ✕ Augmenter les inscriptions des jeunes de la structure Relais Jeunes (réflexion sur les freins).

6.3.2 Le cadre de vie

Romain Rolland est un quartier d'habitat essentiellement, avec un parc uniquement composé de logements sociaux géré par le bailleur social, SAGEM.

Pris en charge dans le cadre du dispositif d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : l'association En Chemin réalise l'entretien et la réhabilitation des espaces verts dans le cadre d'un chantier d'insertion. Des actions complémentaires tels que l'entretien des espaces communs, le renforcement de nettoyage, la gestion des encombrants, l'enlèvement des épaves de voiture, améliorent le cadre quotidien. A noter qu'en 2021, il n'y a eu besoin d'aucune intervention pour enlever des tags et graffitis sur les résidences de la SAGEM.

Peu de travaux d'amélioration de l'habitat ont été réalisés mais essentiellement des travaux de sécurisation, d'amélioration de l'accessibilité ou des réparations des équipements vandalisés.

Un agent de médiation sociale est embauché par celui-ci depuis Septembre 2019 pour assurer la gestion du local relais pour jeunes adultes sur le QPV.

Également, on compte deux associations de locataires (CLCV/CNL) siégeant au bâtiment 23 œuvrant pour la défense des consommateurs et usagers sur le quartier.

Durant l'été, la SAGEM a mis à disposition des locataires un minibus adapté aux besoins des Personnes à Mobilité Réduite leur permettant de se rendre sur les plages le dimanche.

Une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des locataires, de la résidence. Fin 2021, sur 87 personnes interrogées de la résidence, 90% sont globalement satisfaits de leur logement, des données stables depuis quelques années.

6.3.2.1 Evolution dans les QPV

Les habitants, notamment les jeunes, demandent la réhabilitation du stade Romain Rolland, propriété communale contigüe au périmètre du QPV. Des agrès favorisant la mixité des genres ont été installés par le bailleur mais la réflexion doit être engagée sur un projet de plus grande envergure avec ouverture sur l'ensemble des habitants de la ville pour favoriser la mixité. Un nouveau revêtement de stade et un boulodrome à deux pistes sont envisagés.

6.3.2.2 Compte rendu / Evaluation des actions

Aucune action n'a été mise en place sur le pilier Habitat/Cadre de vie en 2021.

La dernière action qui concernait l'amélioration de l'habitat des personnes défavorisées dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne n'avait bénéficié qu'à une seule famille, en 2019.

6.3.2.3 Perspectives

- ✕ Réalisation du boulodrome,
- ✕ Réhabilitation du stade Romain Rolland par le bailleur,
- ✕ Amplifier le Fonds de Participation des Habitants via le conseil citoyen pour inciter les résidents à participer au dynamisme de leur quartier, à développer l'action collective et les liens sociaux.
- ✕ Développement d'actions et d'animations favorisant le « vivre ensemble » et d'accompagnement social spécifique » financées dans le cadre de l'abattement de la TFPB.

- ✱ L'embauche d'un agent de sécurité agréé pour la gestion d'un système vidéo surveillance une fois mise en place est envisagée comme perspective par la SAGEM.

6.3.3 L'emploi et le développement économique

La ville de La Garde, dans le cadre du plan Quartiers d'été 2021, a renouvelé le projet « Aide à la mobilité » afin de lever les freins à l'emploi. Dix femmes peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé par la MIS de la Beaussière et d'une aide de 1 000€ pour passer le permis de conduire.

Des programmes ont été déployés pour que les résidents puissent également profiter d'un accès facilité à la formation professionnelle et à l'emploi. Deux micro-forums Emploi ont été mis en place par Face Var pour permettant une mise en relation des habitants de ces quartiers en recherche d'emploi et des entreprises ayant des besoins en recrutement.

6.3.3.1 Evolution dans les QPV

Le partenariat avec les entreprises et les associations évolue pour le repérage des jeunes et notamment des invisibles. Les propositions d'actions sur le terrain sont plus nombreuses pour aller à la rencontre de ce public, au cœur du quartier.

Concernant le volet Développement économique, pas de commerce ni d'entreprises visibles sur le quartier mais plus d'une centaine d'entreprises individuelles répertoriées dans différents domaines.

6.3.3.2 Compte rendu / Evaluation des actions

Trois actions sont également renouvelées sur le pilier Emploi :

Face Var, par l'intermédiaire de l'action « Face à l'emploi-Job Contact » a accompagné le parcours de 10 demandeurs d'emploi de +26 ans pour un retour à l'emploi.

L'action « PAQTE » de Face Var permet l'animation d'un réseau de plus de 150 entreprises dont 15 signataires en 2021. Ce réseau aide les collégiens/lycéens à trouver un stage ou un contrat d'alternance (20 jeunes).

Concernant le chantier d'insertion de l'Association de Prévention Spécialisée (APS) pour la rénovation des bâtiments de l'université, l'entretien intérieur des locaux et des espaces verts, 3 hommes ont bénéficié de cet accompagnement adapté.

Deux nouvelles actions ont été développées au cours de l'année : « les Ateliers Mobilité » de l'APS dans le cadre de l'« Aide à la Mobilité » ainsi que « l'Accompagnement à l'emploi et à l'alternance des jeunes diplômés » par NQT proposant des permanences, ateliers, rendez-vous de parrainage et actions de sourcing.

6.3.3.3 Perspectives :

- Redynamiser le partenariat avec le Greta Tourisme/Hôtellerie situé au cœur du quartier, seul centre national d'apprentissage et de formation au pied des tours.
- Mobiliser davantage les habitants sur les chantiers d'insertion.
- Accompagner l'Ecole de la 2ème Chance pour une présentation de cet établissement aux jeunes du quartier.
- Sur le volet Développement économique, accompagner les autoentrepreneurs par de la formation ou des rencontres pour les inciter à se retrouver et à tisser un réseau de professionnels

6.4 LA SEYNE

En 2021, 73 dossiers ont été financés dont, parmi eux, 15 nouvelles actions (sur 26 demandes), ce qui représente 20% des dossiers financés. Au total en 2021, le Contrat de Ville a mobilisé 940 500€ sur la Commune de la Seyne-sur-Mer.



6.4.1 La cohésion sociale

6.4.1.1 Evolution dans les QPV

Le pilier Cohésion Sociale représente 75% des dossiers déposés (74 sur 98), 78% des dossiers retenus (57 sur 74) et reçoit 82% de l'enveloppe totale (774 000 euros sur 940 500 euros). Ceci s'expliquant par le fait que cette thématique regroupe un nombre important de sous-thématiques (éducation, développement social, sécurité et prévention de la délinquance, culture, sport, santé).

Ce pilier regroupe en majeure partie des thématiques dont la Ville possède les compétences et de ce fait, y attribue la quasi-totalité de son enveloppe soit 87% (261 500 euros sur 300 000 euros).

35% des demandes concernant de nouveaux projets ont été financés (6 actions sur 17 demandes). Ces nouveaux projets représentent 10% des projets soutenus dans cette thématique.

- ✕ La thématique Education porte sur 15 actions financées (sur 16 dossiers déposés), pour un montant global de 316 500 euros. Les actions répertoriées dans le volet Education sont relativement diversifiées. Nous y retrouvons entre autres :

10 actions à destination des enfants et des jeunes. Ces actions consistent à mettre en place des loisirs, à accompagner le jeune public sur du tutorat scolaire ou bien encore à favoriser leur orientation. 6 associations sont pilotes de ces 10 projets. 2 actions se déroulent dans les établissements scolaires, sur le temps scolaire, portées par Face Var et ont touché approximativement 150 collégiens et lycéens. 6 actions portent sur l'accompagnement des familles, du loisir et du soutien à la fonction parentale.

- ✕ La thématique Développement social porte sur 25 actions financées (sur 35 dépôts de dossier) pour un montant global de 279 602 euros. Les actions subventionnées dans le cadre de ce volet thématique sont multiples du fait de la diversité des orientations stratégiques qui la compose. On retrouve entre autres :

7 actions portant sur l'accès au droit, qu'elles portent sur le thème des discriminations et des violences faites aux femmes, des droits sociaux et juridiques, des droits des étrangers ou de l'accès au numérique, pour un montant global de 73 502 euros.

3 actions visent à promouvoir l'autonomisation des individus et développer la maîtrise de la langue, pour un montant global de 81 000 euros

7 actions relatives à la dynamique des relations sociales et à l'appropriation du territoire. Ces projets se déroulent en Centre-Ville, à Berthe ou bien encore en dehors de la ville (comme par exemple l'action « pépinière de mots » de Femme dans la Cité ou bien les courses d'orientation à Mazaugues), et concernent des événements ponctuels (« Fête de la Fraternité ») comme des actions d'envergure structurante (AMIQ « participation des habitants»). Le montant global de cette orientation stratégique s'élève à 72 000 euros.

8 actions concernent l'accès au sport ou à la culture, soit 8 de moins que l'année 2020. 1 nouvelle action déposée. Cette baisse s'explique par un nombre de report d'actions important lié au contexte sanitaire.

- La thématique Santé comporte 5 actions financées pour un financement global de 21 500 euros.
- La thématique Sécurité et Prévention de la délinquance englobe 8 actions, pour un montant global de 75 200 euros. 3 projets Ville Vie Vacances sont financés par l'Etat

pour un montant global de 13 300 euros. Le dispositif « Mouillez vos baskets » regroupe 3 actions pour un montant global de 6 900 euros.

6.4.1.2 Dispositifs transversaux

L'équipe du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), en plus de sa mission de coordination de la politique locale de sécurité (en lien avec la police, la justice, les associations, les collectivités, les bailleurs et les transports), prend part au suivi des actions « sécurité et prévention de la délinquance » financées dans le cadre du contrat de ville. Ce lien assure la cohérence et le lien avec le droit commun.

Le PRE, porté par la Caisse des Ecoles, a fait bénéficier à 248 enfants et leurs familles d'un parcours individualisé sur l'année 2021, soit une hausse de 25% (2020 : 197 enfants suivis).

160 parcours résident à Berthe, 60 sur le Centre-Ville, 7 enfants sont issus du QVA La Présentation.

10% des enfants suivis sont en maternelle, 56% des enfants suivis sont en primaire, 33% dépendent du collège, et 1% dépendent du lycée.

Ce sont majoritairement des garçons (67%).

Les demandes émanent majoritairement de l'Education Nationale (54%), suivent les demandes provenant des familles (29.5%), des associations (11,5%) et travailleurs sociaux et médico-sociaux (5%)

Les difficultés sont majoritairement scolaires (49%). Viennent ensuite des difficultés d'accès aux soins (30%), de soutien éducatif et aide à la parentalité (16%) et social (3%)

8 associations (socio-éducatives, de santé...) sont partenaires du PRE.

Le CLAS est mis en place par 6 associations sur le territoire Seynois.

La Cité Educative Seynoise est signée pour la période 2019-2022.

7 orientations stratégiques fondent le projet de la Cité Educative, à savoir :

6.4.1.3 Perspectives

L'impact de la crise sanitaire est prégnant sur la programmation 2021. Bon nombre d'actions font l'objet de report et n'ont donc pas été déposées.

L'équipe du Contrat de ville veillera à répondre aux besoins des habitants QPV.

En Juillet 2021, La Seyne-sur-Mer a obtenu le label Cité de l'emploi, qui permettra le renfort du pilier Emploi / développement économique du Contrat de ville.

La Cité Educative concourant jusqu'en 2022 vient renforcer l'offre éducative sur le territoire. Le travail avec l'Education Nationale et les acteurs associatifs permet le développement de projets novateurs et adaptés.

6.4.2 Le cadre de vie

La thématique du cadre de vie, peu investie dans le contrat de ville, était représentée par 2 actions financées sur 3 dépôts de dossiers, pour un montant global de 19 000 euros.

Cette thématique, liée au renouvellement urbain, doit trouver son sens en lien avec le NPNRU en ce qui concerne le centre-ville.

6.4.2.1 Evolution dans les QPV

Le pilier 2 du contrat de ville fut, en 2021, représenté par 2 actions financées :

Une action de chantier d'auto-réhabilitation de logements sur le centre-ville. Cette action est vouée à évoluer en fonction des travaux de renouvellement urbain entrepris dans les années futures, dans le cadre du NPNRU.

Une action d'animations d'ateliers collectif s'est poursuivie sur le centre-ville avec un objectif fort de création de lien social.

6.4.2.2 Perspectives

Le NPNRU du Centre-ville devrait également redynamiser le pilier 2 du Contrat de Ville, l'idée étant de mettre en corrélation les actions financées par la politique de la ville avec les changements que va induire le projet global du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine. Il est donc primordial de rapprocher les services en lien avec ce programme, qu'ils soient municipaux comme métropolitains.

6.4.3 L'emploi et le développement économique

6.4.3.1 Evolution dans les QPV

La proportion des demandeurs d'emplois sur le quartier Berthe est d'environ 38%, celui du Centre-Ville est de 33%. La crise sanitaire a largement précarisé les habitants des QPV. Pour le quartier Berthe, le taux de croissance du chômage s'élève à 73% (en 2020 : 22%). Pour le centre-ville, le taux de croissance du chômage s'élève à 14% (en 2020 : 29%).

La labellisation Cité de l'emploi devra permettre de fluidifier les parcours des habitants QPV et de rapprocher l'offre existante au plus près des besoins.

6.4.3.2 Compte rendu / évaluation des actions

En ce qui concerne le volet Emploi / Développement économique, 17 actions furent financées en 2021, dont 4 nouvelles actions, pour un montant global de 164 500 euros. Ces projets consistent à lever les freins à l'emploi, mettre en contact les habitants des QPV avec les entreprises, aider à la préparation aux concours, accompagner à la recherche d'emploi et/ou alternance, proposer des chantiers d'insertion et développer des actions à la création ou à la reprise d'entreprises.

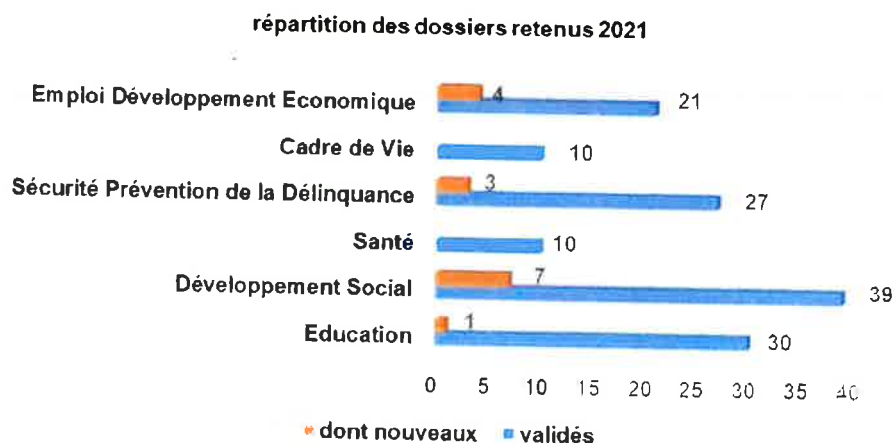
15 actions sont financées sur le volet thématique Emploi et 2 actions sont financées sur le volet thématique Développement économique.

6.4.3.3 Perspectives

Le développement des actions Cité de l'emploi va permettre d'étendre les actions menées autour de l'emploi et du développement économique. Les Cités de l'emploi visent à recenser et fédérer, aller vers et raccrocher pour intensifier l'existant et innover et expérimenter.

6.5 TOULON

Sur 167 dossiers déposés ce sont au total 137 dossiers dont 15 nouvelles actions qui ont été retenus dans le cadre de l'Appel à Projets 2021 tous partenaires confondus.



Sur les exercices 2020 et 2021, se sont au total 28 nouvelles actions qui intègrent la programmation du Contrat de Ville. Cette augmentation est en grande partie liée au développement d'actions en lien avec la fracture numérique et les aides aux démarches administratives.

6.5.1 La cohésion sociale

6.5.1.1 Evolution dans les QPV

135 dossiers ont été déposés dans le cadre du Pilier Cohésion Sociale, 104 dossiers ont été retenus dont 10 nouveaux.

6.5.1.2 Compte rendu / Evaluation des actions

Accompagnement socio-éducatif des enfants et des adolescents sur le temps extra-scolaire (dont Accueils Collectifs de Mineurs) :

6 ACM associatifs au profit des 6 – 11 ans ont bénéficié d'un financement ville. **757** enfants âgés entre 6 et 11 ans ont fréquenté au moins une fois l'un de ces ACM. Un des ACM soutenu en 2020, ne l'a pas été en 2021 dans l'attente des résultats du contrôle effectué par les services de la DSDJS qui vérifie la conformité des déclarations préalable et les conditions de mise en œuvre.

Un effort particulier a été engagé sur les secteurs de Pontcarra (+ 31 enfants inscrits) et du Guynemer (+ 26 enfants inscrits). Soit au total 57 enfants supplémentaires pris en charge.

6 ACM associatifs au profit des 12 – 17 ans qui ont permis à **369** pré-adolescents et adolescents de fréquenter au moins une fois l'un de ces ACM.

On constate une diminution importante du nombre d'adolescents inscrits sur l'ensemble des ACM (199 inscrits entre 2020 et 2021) Le développement d'activités alternatives en lien avec le dispositif Quartier d'Été ou Quartiers Solidaires Jeunes initiés par les services de l'Etat en lien avec la crise sanitaire peuvent en partie expliquer cet écart. La mise en place de ces activités étant moins contraignantes pour les adolescents et les familles.

6.5.1.3 Dispositifs transversaux :

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative par le biais de différents dispositifs

Le Programme de Réussite Educative PRE

Les chiffres clés de l'année 2021

384 situations traitées par le PRE en 2021 (405 en 2020) dont :

- 51 situations orientées, diagnostiquées mais non intégrées (84 en 2020)
- 333 parcours individuels suivis (321 en 2020)

51 situations n'ont pas été intégrées suite à diagnostic car :

- Déménagement ou Hors secteur : 3 (1 en 2020)
- Relais Droit Commun (Hors protection de l'enfance) : 22 (18 en 2020)
- Protection de l'enfance : 6 (52 en 2020). Baisse conséquente laissant apparaître des orientations vers le PRE plus en adéquation avec les missions de prévention du dispositif.
- Non adhésion : 20 (13 en 2020)

333 parcours individuels suivis dont 189 nouveaux parcours contractualisés en 2021 (113 en 2020)

Les nouveaux parcours contractualisés représentent 56,7 % de la totalité des parcours suivis sur l'année 2021, alors qu'ils ne représentaient que 35,2 % en 2020. Cela peut s'expliquer par une baisse d'orientation due au confinement en 2020 avec un rebond important dès la rentrée de Septembre 2020 qui s'est poursuivi durant l'année 2021 et qui continue à ce jour.

109 parcours finalisés en 2021 (156 en 2020) avec pour motif :

- Déménagement : 4 (3 en 2020)
- Relais protection de l'enfance : 2 (24 en 2020). Cette baisse confirme que les situations orientées et intégrées dans le cadre du PRE sont davantage en adéquation avec les missions de prévention.
- Relais Droit Commun (Hors protection de l'enfance) : 11 (28 en 2020)
- Non adhésion : 20 (27 en 2020)
- Objectifs atteints (OA) : 71 (74 en 2020)

La baisse du nombre de parcours finalisés en 2021 s'explique d'une part par des situations de plus en plus complexes et d'autre part par une mobilisation des parents de plus en plus longue et difficile à obtenir depuis la crise sanitaire. Cela a pour effet de rallonger la durée des parcours qui était de 15 mois environ en 2020 et qui est évaluée à 20 mois pour l'année 2021.

226 parcours en File Active au 31/12/2021 (146 au 31/12/2020) + 28 Diagnostics en cours au 31/12/2021 (29 au 31/12/2020).

6.5.1.4 Perspectives

Au regard des différents éléments de diagnostic présentés ci-dessus, il apparaît pertinent de proposer les objectifs suivants au titre de l'année 2022 (à réaliser sur l'année scolaire 2022/2023) :

Axe 1 : Prévention du Décrochage Scolaire

- Développer le tutorat scolaire en structures de proximité, notamment pour les élèves scolarisés au collège (lien avec les actions de prise en charge de l'exclusion/aménagement et Déclic Orientation afin d'assurer une continuité) et à domicile pour les enfants scolarisés en

élémentaire principalement (ou début de collège) afin de travailler le lien et l'implication des parents dans la scolarité de l'enfant.

- Organiser la prise en charge de l'exclusion de façon plus structurée (programme de prise en charge établi sur une semaine par mois par exemple qui allierait réflexion sur la faute, soutien scolaire, ateliers de type « insertion » et perspectives/projet d'orientation scolaire et professionnel) et en définissant bien le public (exclus temporaire ou primo exclus).
- Favoriser la continuité des mesures d'aménagement scolaire sur des période plus longues mais en ciblant une ou deux demi-journées hors du collège par semaine (ex : Equithérapie et accueil au centre social dans le cadre du tutorat scolaire).
- Développer l'action Déclat Orientation (notamment au regard des Cités Educatives) en proposant d'accueillir 2 groupes de 6 enfants sur des semaines différentes ou la même semaine dans deux lieux différents (exemple : un groupe d'élèves de 3^{ème} à l'Est et un groupe à l'Ouest) et en assurer le suivi, dans le cadre du tutorat, toute au long de l'année scolaire.

31

Axe 2 : Accompagnement éducatif et à la parentalité

- Développer les accompagnements psychologiques individuels pour les enfants, la guidance parentale et la prise en charge des traumatismes via l'EMDR. Sachant que les thérapies familiales ou entretiens familiaux pourront progressivement être transférés à la coordinatrice du PRE (en cours de formation).
- Poursuivre la formation de Thérapeute Familial débuté en Janvier 2022.
- Développer et structurer les ateliers parents/enfants (jouer ensemble, échanges/conseils éducatifs concernant les besoins/le développement de l'enfant, gestion des émotions et des colères, alternatives aux écrans...) dans les écoles maternelles en complémentarité des Clubs « Coup de Pouce langage » et au regard notamment des Cités Educatives.
- ✕ Maintenir le nombre de référents de parcours à 4 ETP (modalités à définir) afin de faire face à l'augmentation des prises en charges dans le cadre du PRE et développer les Ressources Humaines (tout en poursuivant l'implication de l'équipe dans la formation des futurs professionnels) pour anticiper l'accroissement de la charge de travail avec la mise en place des Cités Educatives.

Axe 3 : Accompagnement médico-social

- ✕ Développer le nombre de prise en charge en psychomotricité, en orthophonie et neuropsychologique (et/ou en redéfinir les modalités de prise en charge).
- ✕ Favoriser le lien des professionnels ci-dessus avec les écoles afin d'échanger sur les indicateurs nécessitant une orientation vers une des trois spécialités et ainsi éviter l'engorgement
- ✕ Favoriser les ateliers en micro collectif pour la psychomotricité notamment (ateliers terre/expression corporelle par exemple) et ainsi augmenter les possibilités de prise en charge.

6.5.2 Le cadre de vie

6.5.2.1 Evolution dans les QPV

Pas de précision

6.5.2.2 Compte rendu/ Evaluation des actions

On compte 574 bénéficiaires dont 356 femmes Le nombre de bénéficiaires est presque divisé par trois entre 2020 et 2021, l'arrêt des animations festives où les habitants étaient mis à contribution sur ces événementiels explique en grande partie cette baisse. Seul le quartier du Centre-Ville a su maintenir un minimum de mobilisation des habitants. Les actions de sensibilisation à la biodiversité et à l'agriculture urbaine ont vraisemblablement su fédérer le public du Centre-Ville.

6.5.2.3 Perspectives

L'amélioration de la situation sanitaire devrait permettre de redynamiser la participation des habitants en 2022. La mobilisation du FPH, de la TFPB, devrait à nouveau être d'actualité et être propice à la mise en œuvre d'événementiels sur les différents quartiers. (fête des voisins etc...)

6.5.3 Emploi et développement économique

6.5.3.1 Evolution dans les QPV

16 actions ont été validées dont 3 nouvelles.

6.5.3.2 Compte rendu/ Evaluation des actions

Le nombre des bénéficiaires sur Ste Musse (+ 60) et St Jean du Var (+ 8) est en nette augmentation. Une amélioration du climat général sur Ste Musse (très nette diminution de la pression exercée par le trafic) pourrait en partie expliquer l'augmentation du nombre des bénéficiaires. Chez les jeunes majeurs par exemple, on constate une plus grande disponibilité ainsi qu'une capacité à se projeter.

Relative stabilité dans le domaine de l'accompagnement des créateurs d'entreprises. La part des femmes reste stable avec 60 % des bénéficiaires.

7 Les actions métropolitaines

7.1 Actions métropolitaines dans le cadre du Contrat de ville

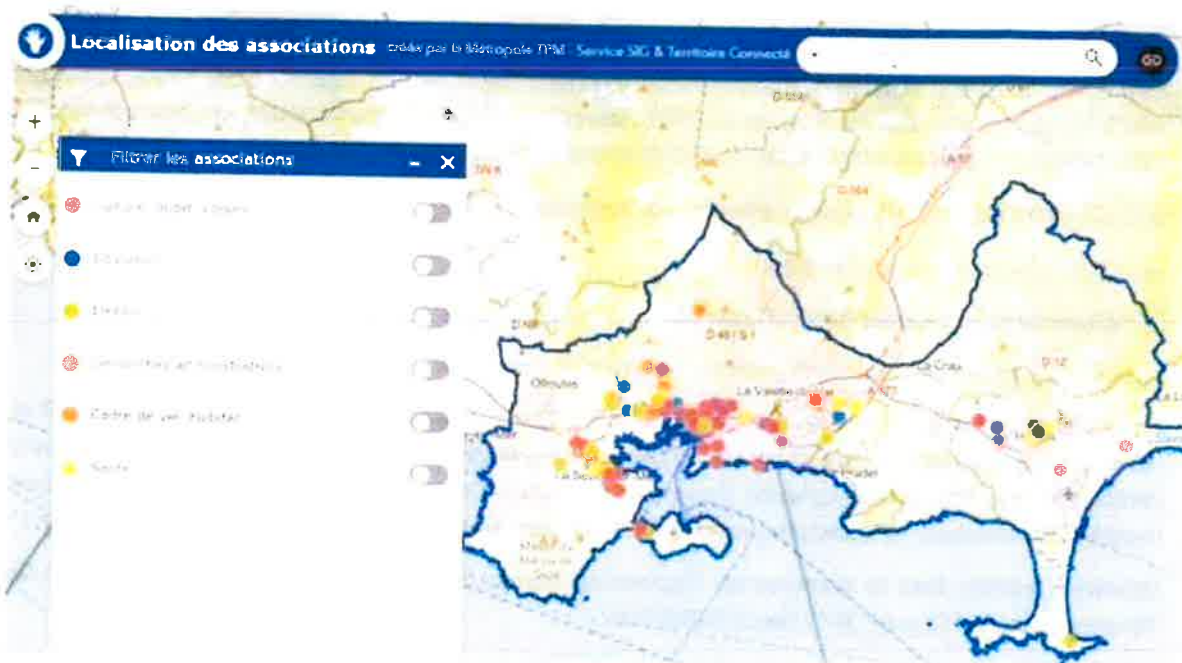
Les actions métropolitaines concernent les dossiers déposés par un porteur sur au moins deux communes du Contrat de ville. Une action comporte autant de dossiers que de communes concernées.

En 2021, 88 dossiers ont été étudiés et 55 retenus sur au moins deux communes, soit 21 actions réparties comme suit :

Les piliers	Nombre de Dossiers métropolitains
COHÉSION SOCIALE	27
CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	2
EMPLOI DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	26

L'année 2021, a marqué le lancement de la cartographie virtuelle sur le site internet TPM : :

X <https://metropoletpm.fr/service/cartographie-actions-contrat-de-ville-metropolitain>



La cartographie interactive recense l'ensemble des projets soutenus par les partenaires (Etat, Communes, TPM) dans le cadre du Contrat de ville métropolitain. Présents sur les communes de Toulon, La Seyne sur Mer, La Garde et Hyères-Palmiers, ils s'adressent en priorité aux habitants des 13 Quartiers Prioritaires de la métropole (QPV).

Sur cette carte sont présents plus de 260 projets répartis en 6 domaines :

- Cadre de vie • Culture, Sport, Loisirs • Démarches administratives • Education • Emploi • Santé

7.2 Plan de *Solidarité Territoriale*

La stratégie gouvernementale de prévention et de lutte contre la pauvreté a choisi de cibler l'action sociale à destination des plus fragiles à travers une contractualisation avec les conseils départementaux, les conseils régionaux et les métropoles.

La Métropole TPM a conventionné pour une seconde année, avec 7 Structures d'Insertion par l'Activité Economique et une association axée sur les personnes les plus vulnérables, pour réaliser un accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi et du logement, à travers l'action "2.1 Métropole en convergence".

Ces structures mettent en commun des projets sur la métropole notamment dans les métiers en tension et/ou porteurs d'emploi. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social.

L'objectif de ces conventions est d'accompagner de façon renforcée le public très précaire, sur 2 thématiques : l'emploi et le logement. Le public très précaire relève du public très éloigné de l'emploi et du logement et répondant à 2 freins à l'emploi sur les thématiques suivantes : hébergement/ logement, formation/ qualification, santé, garde d'enfants, mobilité professionnelle...

A travers la mise en place d'ateliers, MTPM a souhaité que ces nouveaux bénéficiaires soient particulièrement encadrés et accompagnés mais aussi qu'un esprit de solidarité et de partenariat s'instaure entre les associations. En fin de parcours l'objectif pour les bénéficiaires est le retour vers l'emploi et l'accès au logement. Au sein des 8 structures ont été mis en place différents ateliers individuels et collectifs autour des thématiques suivantes :

- Santé : hygiène, alimentation, bien-être et relaxation,
- Logement : aide à la recherche de logement, gestion du budget,
- Emploi : apprentissage du numérique, simulation d'entretiens d'embauche, recherche d'emploi, présentation orale,
- Image : conseil, estime, valorisation
- Sport : pratique sportive, cohésion d'équipe

Les associations ont été conventionnées à hauteur de 147 000 euros.

La méthodologie de travail, au-delà du management de projet, a consisté à maximiser le partage et la transversalité. Elle a fait la force de l'action.

Un des objectifs a été d'amener les structures d'accompagnement à partager leurs expériences, voire créer des passerelles entre elles afin d'encourager les mutualisations de projets entre les associations. Ce travail collaboratif a permis de consolider les relations partenariales inter-ACI.

Bilan 2021 :

- ✕ 229 personnes touchées
- ✕ Soit 54% des bénéficiaires de ces structures relevant du public très précaire
- ✕ 35% du public cible a effectué une sortie dynamique à la fin de ce parcours (dont 79 sorties emploi et 63 problématiques logement résolues)
- ✕ Les principaux freins levés relèvent du logement, la confiance et l'estime de soi, la redynamisation et l'expression orale.

En parallèle, la Métropole a initié une seconde action intitulée "2.2 Chantiers Educ'Actifs Jeunes".

Les chantiers éducatifs consistent en une remobilisation vers l'emploi de jeunes (16-25 ans) en rupture sociale et/ou scolaire qui en sont particulièrement éloignés. Ils sont suivis par des éducateurs spécialisés (clubs de prévention spécialisée) qui les positionnent sur des chantiers éducatifs, éléments d'un parcours plus large. Lors du chantier, les jeunes sont rémunérés, puisque la reconnaissance formelle est un paramètre primordial de la prise de confiance en soi et permet la mise en place d'une pédagogie d'approche de l'emploi.

La métropole a donc fait recours à 3 clubs de prévention, conventionnés à hauteur de 33 000 euros.

Bilan 2021 :

- ✕ 8 jeunes de 16 à 25 ans concernés
- ✕ 90% du public cible a effectué une sortie dynamique à la fin de ce parcours
- ✕ 25% de solutions logement
- ✕ Les principaux freins levés relèvent de la mobilité et du logement – Une diminution du cumul des problématiques est constatée

7.3 Dispositifs transversaux

7.3.1 Service jeunesse

7.3.1.1 Aides aux permis

- 141 dossiers ont été instruits pour un budget consommé de 60 549,00 €.
- 49 % de femmes et 51 % d'hommes.
- 64,5 % de jeunes âgés de 16 à 25 ans.
- Près de 43 % des bénéficiaires sont demandeurs d'emploi au moment de la demande et 56 % sont dans une dynamique d'insertion (cdd, service civique, stagiaire de la formation pro...).
- 25 % des bénéficiaires résident en QPV.
- Près de 70 % des demandes sont faites pour répondre à un besoin du permis dans le cadre d'un projet professionnel dans le service à la personne, l'animation, le nettoyage, le BTP, l'hôtellerie-restauration et la grande distribution.

7.3.1.2 PAQTE

La Métropole a souhaité poursuivre la collaboration sur ce dispositif en lien avec l'Etat, l'association Face, les partenaires de l'Education Nationale et de l'Emploi en signant la convention de partenariat PAQTE 2020-2022.

Ce partenariat a notamment permis en 2021 :

- D'accueillir 200 stagiaires issus de tout le territoire pour découvrir les métiers exercés au sein de la Métropole, dont 5 % issus des QPV.
- D'accompagner 35 personnes dans le financement de leur permis de conduire.
- D'apporter un soutien aux initiatives locales avec l'appui financier au titre du Contrat de Ville à hauteur de 400 000 €.
- De favoriser l'insertion de 94 personnes dans le cadre des clauses d'insertion dans les marchés publics.
- De permettre le transport de 780 passagers dans le cadre du dispositif La Culture vous Transporte.

7.3.2 FAJ¹

Budget annuel initial : 402 183 € (CLECT transfert compétence du Département vers la Métropole et abondement CAF).

Budget consommé : 282 979 €, réparti comme suit : 92 545 € pour les Secours d'urgence et 190 434 € pour les Aides mensuelles.

La baisse de la consommation du budget peut s'expliquer, après échanges avec les missions locales notamment, par l'augmentation des enveloppes financières Garantie Jeunes et Pacea. En effet, les missions locales ont prioritairement mobilisé ces ressources et ont sollicité le FAJ en complément.

- Nombre de demandes : 1 797 (dont 983 SU et 814 Aides Mensuelles).
- Nombre de décisions : 1 797.

¹ Fond d'aides aux jeunes pour l'insertion sociale

- Nombre de bénéficiaires : 853.
- 50 % de femmes et 50 % d'hommes.
- 14,32 % des bénéficiaires sont étudiants.
- 63 % des demandes relèvent de la subsistance, 17 % pour le logement, 13 % pour des frais liés à l'insertion professionnelle et 5 % pour des frais liés aux transports, à la mobilité.

7.3.3 La mobilisation du service Habitat : orientations, outils de planification et schémas de développement.

La Métropole poursuit son engagement en matière de politique d'habitat à l'échelle de son territoire en investissant les différents champs qui la compose : le parc privé et le parc public pour y décliner des dispositifs opérationnels visant à répondre aux besoins des administrés.

7.3.3.1 En matière d'intervention sur le parc privé existant

La Métropole développe une politique ambitieuse d'amélioration des logements privés sur son territoire. Des logements privés confortables, économes en énergie et répondant aux besoins des ménages participent durablement au dynamisme économique et social du territoire.

Pour ce faire, elle anime sur son territoire trois OPAH sur les communes de la Seyne-sur-Mer, Hyères, et Toulon permettant ainsi par la rénovation des logements de participer favorablement à l'attractivité de ces quartiers. La troisième année de déploiement de ces trois dispositifs est marquée par une poursuite de l'accompagnement des propriétaires malgré le ralentissement des travaux d'amélioration.

De plus, la métropole déploie une plateforme de rénovation énergétique articulée à un PIG « Amélioration de l'habitat ». Ce dispositif « Bien chez soi » et ses conseillers techniques, TPM met à la disposition des propriétaires, qu'ils soient occupants ou bailleurs, un service public gratuit d'accompagnement pour mener à bien leur projet de rénovation d'amélioration durable de l'habitat.

Grâce à un partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et les organismes professionnels, la Métropole a pu fédérer autour de ce dispositif des artisans et des entreprises locales. Une cartographie dynamique, accessible depuis le site internet de TPM, permet de géo localiser ces artisans référencés, d'identifier leurs corps de métiers et de connaître leurs principales qualifications.

Depuis 2018, ce sont un peu plus de 2 000 logements rénovés sur le territoire métropolitain avec en moyenne près de 37% de gain d'énergie et des gaz à effet de serre ainsi limités.

7.3.3.2 En matière d'accompagnement du développement de l'offre de logement social

Avec 627 agréments en 2021, seconde année de l'exercice triennal 2020/2022, la métropole affiche un maintien de la dynamique des opérateurs de logement social sur le territoire.

Par ailleurs, en 2021, la métropole a accompagné ces opérations à hauteur de :

- Engagement de 1 415 000 € représentant 409 logements.
- Mandatement de 3.2 millions d'euros €

Enfin, depuis son passage en métropole, TPM garantit les emprunts des prêts contractés par les bailleurs auprès de la Caisse des dépôts à hauteur de 50%.

A ce titre, le montant de l'encours de la dette garantie des organismes HLM au 31 décembre 2021 est de 25 M€ portant sur 27 opérations (409 logements).

Les opérations agréées en 2021 sur le territoire de la métropole :

Communes	Agréments 2021			
	PLAI	PLUS	PLS	PSLA
Carqueiranne	5	13	0	0
Hyères	23	40	45	0
La Crau	6	11	0	5
La Seyne/Mer	12	20	51	0
La Valette du Var	4	5	0	0
Le Pradet	7	12	0	0
Le Revest-les-Eaux	0	0	0	0
Ollioules	12	20	0	0
Saint Mandrier	20	39	10	0
Six-Fours-les-Plages	22	38	27	0
Toulon	9	15	26	0
TPM	120	213	159	5
La Garde	8	12	14	0

37

✕ Zoom sur le service Renouvellement Urbain :

Un programme de renouvellement urbain pour les centres-villes de Toulon, secteur Est et de La Seyne-sur-Mer :

2021 a été une année charnière pour les deux projets de renouvellement urbain des Centres-Villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer. Après une phase de diagnostic et d'études initiée en 2017 dans le cadre du Protocole de Préfiguration, un ambitieux programme d'investissement validé, pour un montant total de plus de 70 M€, a été formalisé par la rédaction d'une convention partenariale pluriannuelle.

Le concours financier de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) confirmé en comité national d'engagement s'établit à plus 15 M€ pour La Seyne-sur-Mer, et à plus de 4 M€ pour le centre-ville de Toulon pour un total de 19 616 537 euros.

7.3.4 La mobilisation du service FEDER dans le Cadre de l'ITI TPM

Dans le cadre de la stratégie européenne de cohésion 2014-2020, un nouveau dispositif (ITI) a été créé par l'Union Européenne, afin de concentrer davantage de financements dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Déjà gestionnaire d'une subvention globale FEDER sur 2007-2013, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (anciennement Communauté d'Agglomération) dispose d'une réelle expérience dans la gestion de fonds européens et l'accompagnement de porteurs de projets sur la programmation FEDER ITI 2014-2020, en tant qu'Organisme Intermédiaire de l'ITI.

L'année 2021 marquée une nouvelle fois par la pandémie de COVID 19, est une période de transition entre les programmations FEDER ITI 2014-2020 et 2021-2027.

7.3.4.1 Programmation FEDER ITI 2014-2020

La programmation FEDER ITI 2014-2020 est achevée. Il n'y pas eu de nouvel appel à projets publié en 2021.

La Stratégie Urbaine Intégrée 2014-2020, pièce maîtresse du dossier de candidature ITI, s'est fondée sur le diagnostic partenarial établi dans le cadre du Contrat de Ville sur les communes de La Seyne-sur-

Mer, la Garde, Toulon et Hyères, afin de renforcer la politique de cohésion et d'apporter des réponses adaptées aux problématiques urbaines constatées.

Le périmètre ITI 2014-2020 de Toulon Provence Méditerranée couvre ainsi les 13 quartiers prioritaires et les 6 quartiers de veille active définis au Contrat de Ville Métropolitain.

D'après un premier bilan réalisé par la Mission ITI, la mise en œuvre de la SUI se traduit par :

- L'animation territoriale du dispositif ITI avec notamment 13 appels à projets et l'accompagnement de plus de 25 porteurs potentiels ;
 - Une contribution à la réalisation de 10 projets soutenant le développement des Quartiers Politiques de la Ville sur 3 priorités d'investissements thématiques du POR FEDER/FSE PACA 2014-2020 :
- ✚ La mobilité douce et durable et le développement de nouveaux modes de déplacements pour lever les freins à l'emploi dans les Quartiers Politiques de la Ville (Pi 4e)
 - ✚ L'activité et l'implantation d'entreprises dans les Quartiers prioritaires de la Ville (Pi 8a)
 - ✚ Les infrastructures sociales et sanitaires pour favoriser l'employabilité des habitants des Quartiers Politiques de la Ville en levant les freins (Pi 9a) ;
 - La consommation de la quasi-totalité de l'enveloppe dédiée au territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de 4,5 millions d'euros représentant 9 M€ en coût total éligible d'opérations ;
 - Un avancement de la programmation en 2021 perturbé par des paramètres dus au contexte de crise sanitaire. D'ailleurs, la Région Sud PACA, Autorité de Gestion du FEDER ITI a décalé la date limite de remontées des dépenses au 30 juin 2023.
 - Parmi les 10 projets programmés cités ci-après, 5 ont été soldés avec en août 2021 le solde du projet de « Réhabilitation des locaux permettant l'implantation de l'école de la deuxième Chance à la Garde » porté par la CCIV. Concernant les 5 autres opérations conventionnées avec la Région, les porteurs procèdent aux demandes de paiement voire de solde.
 - En 2021, le projet de création de l'embarcadere « Espace marine » à la Seyne a été conventionné à partir de l'AAP publié en 2020. Un autre projet répondant à cet AAP a fait l'objet d'un abandon compte tenu du contexte sanitaire (Covid 19) en mars 2021. Il concernait la création d'une crèche à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) à la Dominante à la Seyne-sur-Mer portée par l'association MAMI.
- ✚ L'état d'avancement de la programmation FEDER ITI 2014-2020 est :
- ✚ Création de trois micro-crèches au centre-ville de Toulon (soldé)
 - ✚ Réhabilitation du bâtiment le Flores pour implanter le Greta Tourisme Hôtellerie à la Garde (soldé)
 - ✚ Réhabilitation du centre multi accueil Tom Pouce au cœur du quartier Val des Rougières à Hyères (soldé)
 - ✚ Travaux de réaménagement du siège et diversification de l'offre de services du CCAS de Toulon (soldé)
 - ✚ Réhabilitation des locaux permettant l'implantation de l'école de la deuxième Chance à la Garde (soldé)

- Requalification des pieds d'immeuble de centre ancien de Hyères en pour implanter des entreprises « Parcours des Arts » (solde en cours)
- Réhabilitation et extension de la crèche des Colombes dans le quartier de Berthe à la Seyne sur Mer (1er acompte en cours)
- Création d'un laboratoire de production et d'insertion au sein du quartier de Berthe à la Seyne sur Mer (1er acompte en cours)
- Création de la Maison de la Mobilité à Toulon (solde en cours)
- Création de l'embarcadere « Espace marine » à la Seyne sur Mer (1er acompte en cours) ;

Le travail d'accompagnement des porteurs s'est poursuivi en 2021 de même que l'animation du dispositif FEDER ITI en orientant les porteurs potentiels dans l'attente de la nouvelle programmation.

7.3.4.2 Programmation FEDER ITI 2021-2027

7.3.4.2.1 Participation à la maquette du POR programmation 2021-2027

L'année 2021 a fait l'objet d'échanges, de réunions pour la mise en œuvre de la programmation FEDER/FSE +/FTJ 2021-2027 de la Région PACA et par là-même de la demande d'agrément « pour la mise en œuvre des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) ».

Les grandes caractéristiques retenues du nouveau dispositif FEDER ITI sont :

- Une enveloppe prévisionnelle dédiée à l'ITI de TPM annoncée à 4,8 millions d'euros ;
- Trois nouveaux domaines d'intervention définis sont :
 - Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs de proximité à vocation éducative, sanitaire, sportive, socioculturelle et sociale ;
 - Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines ;
 - Développement de l'activité économique.

7.3.4.2.2 Préparation de la demande d'agrément

La Région Sud a défini une nouvelle procédure de désignation des Autorités Urbaines en charge de l'ITI (ancienne appellation : Organisme Intermédiaire) avec un dossier d'agrément à déposer avant le 31 mars 2022.

Dans ce cadre, une nouvelle organisation interne a été mise en place avec, au 1er décembre 2021, avec le rattachement de la Mission ITI à la DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté permettant ainsi une cohérence plus forte au sein de cette DGA qui est déjà de par ses actions en soutien des quartiers vulnérables, quartiers veille, quartiers fragilisés.

Un assistant à maîtrise d'ouvrage (groupement TERITEO – IGT ITG) a été mandaté pour un soutien à l'élaboration de ce dossier d'agrément qui comprend :

- ✕ Le projet de Stratégie Urbaine Intégrée comportant entre autres une analyse AFOM, une description de la participation des partenaires et à laquelle est adossée une liste prévisionnelle et indicative des projets, un plan de financement prévisionnel et une annexe « indicateurs » ;
- ✕ La description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI

La phase de Consultation avec les partenaires a débuté en fin d'année 2021.

La démarche entreprise par la Mission FEDER ITI, pour la mise en œuvre d'un ITI 2021-2027 au sein de la Métropole TPM, devra se poursuivre avec pour objectif, une version finale signée du Président de la Métropole TPM du dossier de demande d'agrément et de ses annexes, à présenter à la Région au 31/03/2022. Le conventionnement devrait intervenir en septembre 2022.

Perspectives 2022 :

Le recensement des projets futurs, et envisagés sur la prochaine programmation devrait s'effectuer via la mobilisation des acteurs du territoire avec pour pilote, la DGA Habitat Solidarités Citoyenneté.

Une actualisation de ces projets et le travail d'accompagnement des porteurs, notamment dans le montage des projets, se poursuivra en 2022.

Le service reste à votre disposition pour tous renseignements à l'adresse suivante : feder.iti@metropoletpm.fr

7.3.5 La mobilisation du service Transports : le Plan de Déplacement Urbain

✱ Elaboration du plan de mobilité employeur TPM :

La Métropole met à jour son Plan de Déplacement Administration (PDA) qui devient Plan de Mobilité Employeur avec la nouvelle loi d'Orientations des Mobilités.

Un diagnostic a été fait avec entre autre l'analyse d'un questionnaire mobilité employeur qui a été envoyé à tous les agents fin 2020. Il permettra d'identifier les modes de transports utilisés par les agents et de connaître leurs besoins

Le Plan d'actions qui doit être mis en œuvre prochainement, devra tenir compte des données recueillies ainsi que des thématiques des déplacements méridiens et professionnels.

En 2021, une semaine consacrée à la mobilité du 16 au 22 septembre : des parcours culturels en vélo électrique.

• Parc de véhicules terrestres et maritimes

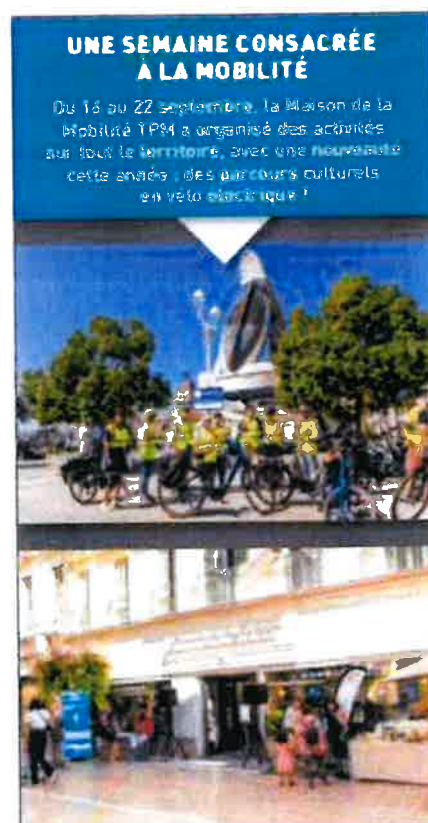
Les transports urbains (réseau Mistral) comptent à ce jour 29 bus hybrides (3 bus articulés et 26 bus standards). Depuis 2021, 67 bus au gaz naturel desservent la Métropole. 12 bus électriques compléteront prochainement le parc roulant. Concernant les navettes maritimes, deux éco-bateaux bus hybrides desservent la rade de Toulon depuis 2014.

Des bus gaz 100% naturel viennent compléter la flotte « durable » de TPM

Les premiers bus propres roulent sur le territoire de la métropole ! Parallèlement au développement de sa flotte de bus 100% électriques, la Métropole se dote d'une flotte de bus au 100% gaz naturel.

17 de ces bus avaient déjà été livrés au mois de janvier 2020, le premier ayant été mis en circulation le 26 février 2021 dernier sur la ligne 18. Désormais, ils seront 50 de plus à circuler sur le secteur ouest du territoire (La Seyne sur-Mer, Ollioules, Toulon) ! Cette nouvelle livrée de bus standards (12 mètres de long) au design épuré et aux aménagements intérieurs revisités pour plus de confort s'inscrit dans la modernité. Une nouvelle identité visuelle et un nouveau logo ont en effet été créés, symbolisant le réseau de transport en commun d'un territoire en mouvement, résolument tourné vers l'avenir. Pour info, l'alimentation en gaz de ces bus se fait par raccordement au réseau GRDF. Le contrat de fourniture de gaz est un mélange 50% gaz naturel / 50% biogaz (issu de production locale d'usine de méthanisation de la Région). Performances environnementales du gaz et du biogaz par rapport au diesel :

- Moins de NOx (-80% par rapport à un véhicule diesel)
- Moins de CO2 (100% biogaz : -80% CO2 et -10% (gaz) par rapport au diesel) **L'aménagement d'itinéraires cyclables**



Aujourd'hui, 286 km de linéaire sont disponibles (134 km de piste, 115 km de bande, 37 km d'espaces partagés piétons/vélos). Un plan des itinéraires cyclables est actualisé et édité annuellement depuis 2006.

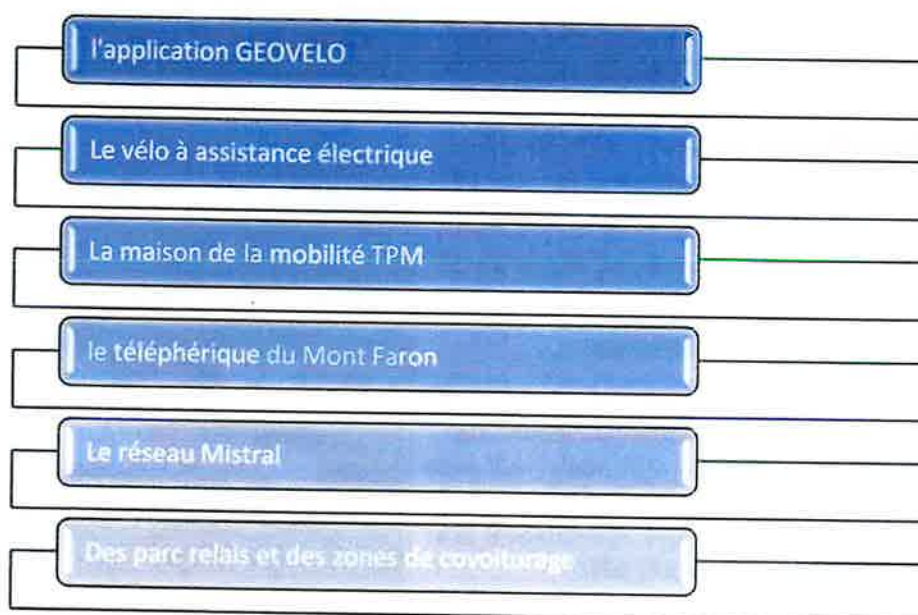
Une application mobile dédiée aux itinéraires cyclables à l'attention des citoyens a été créée en 2020.

- **Nouveau Plan Vélo :**

Le nouveau Plan Vélo, édition 2020-2021, est désormais disponible gratuitement auprès de la Direction des Transports ou en téléchargement sur le site Internet www.metropletpm.fr.

Il recense les pistes et voies aménagements cyclables du territoire et offre de nombreuses informations utiles aux cyclistes : emplacements des parcs à vélo, des lieux culturels et touristiques à ne pas manquer, les règles de sécurité... mais aussi les bons plans comme l'aide à l'achat d'un Vélo à Assistance Électrique (VAE) proposée par TPM.

Le service des Transports c'est aussi :



7.4 L'achat public responsable au service de l'emploi : mission Economie Sociale et Solidaire de la Métropole TPM.

Depuis plusieurs années, la Métropole TPM met en place sur son territoire des marchés publics favorisant l'insertion, en mobilisant les outils de la commande publique comme vecteur d'insertion de personnes en difficulté d'accès à l'emploi.

Dans cette dynamique, la Métropole favorise l'achat socialement responsable au service de la politique de l'emploi sur son territoire dans le cadre de ses travaux ou de l'entretien des sites dont elle a la gestion.

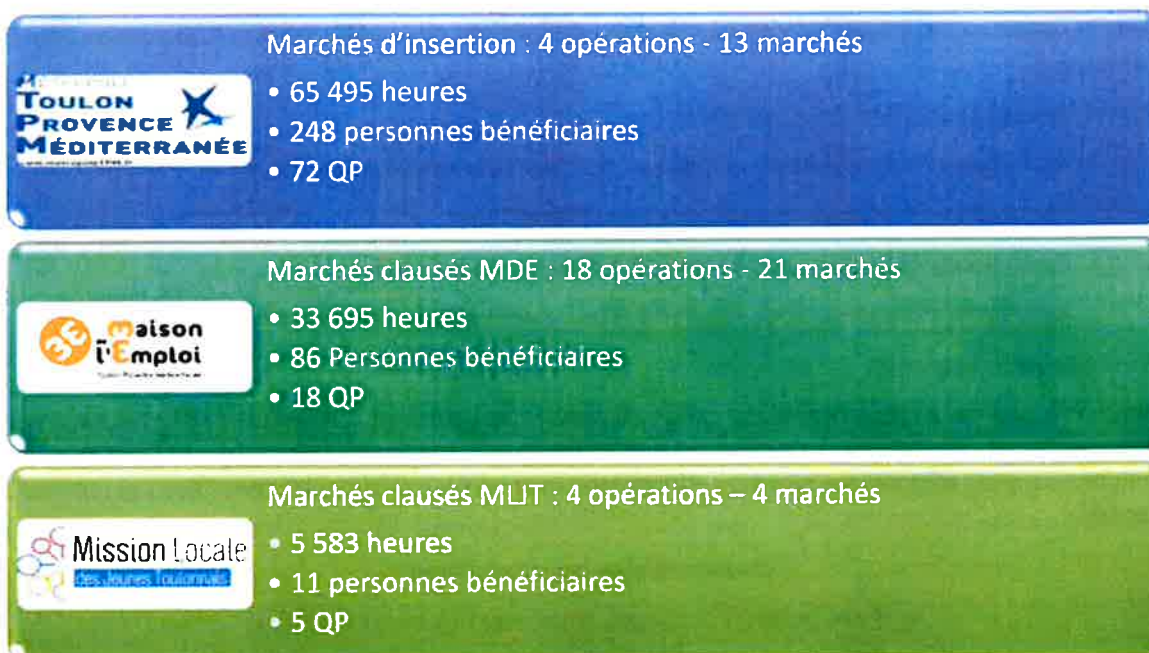
La Métropole TPM, en lien avec son service Cohésion Sociale et Territoriale et les Directions techniques, met en œuvre une politique de l'emploi volontariste au travers de ses marchés publics qu'elle initie :

- Les marchés d'insertion,
- Les marchés incluant une clause d'insertion sociale.

7.4.1 Bilan des marchés d'insertion et clausés

En 2021, ce sont 104 773 heures réalisées, contre 84 235 heures en 2020, soit une augmentation de 26 %.

345 salariés en insertion ont travaillé sur des marchés d'insertion de TPM et clausés contre 383 en 2020, dont 95 résidents (6 femmes) d'un quartier prioritaires (QP) de la métropole, soit **28% des salariés en insertion, recrutés sur les marchés de TPM comportant un dispositif d'insertion, résident en QP.**



Deux facilitateurs accompagnent la Collectivité sur la maîtrise d'ouvrage et le contrôle d'exécution de la clause : Maison de l'Emploi TPM (MDE) et Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT)

Plus globalement, sur le territoire métropolitain, la Maison de l'Emploi (MDE) intervient sur les marchés d'insertion, de services et de travaux comprenant une clause sociale sur des communes de la métropole (hors Toulon) et la MLJT accompagne les maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre des marchés clausés intervenant sur la commune de Toulon.

7.4.1.1 Les marchés clausés de la Métropole

Opérations 2021 des marchés clausés

18 opérations soit 3 marchés ont générés beaucoup d'heures

Les deux marchés de la collecte de déchets ménagers et assimilés et réalisation de prestations connexes de la ville de Hyères, la Seyne et Saint Mandrier représente **68 %** du nombre d'heures réalisées suivi par le marché du quartier de la connaissance et de la créativité à Chalucet pour l'ESAD soit **21 %** des heures.

OPERATIONS DES MARCHES CLAUSES DE LA MLJT (TOULON)

- ✓ TRAVAUX DE REQUALIFICATION AVENUE LAZARE CARNOT
- ✓ REFECTION DES ENROBES DEFECTUEUX AVENUE DES TIRAILLEURS SENEGALAIS
- ✓ GESTION DU HAUT DE QUAI DU POLE DE VALORISATION
- ✓ L'OPERA

7.4.1.2 Les marchés d'insertion de la Métropole

En 2021, l'analyse se porte sur les titulaires des marchés d'insertion pour 4 opérations représentant 13 marchés d'insertion soit un total de 65 495 heures réalisées.

Un marché en plus par rapport à 2020 pour l'ASPI pour le nettoyage de la Seyne sur Mer.

92 % des heures ont été réalisées en 2021.

Malgré cela, le nombre de bénéficiaires par rapport à 2020 (276) est resté stable, 248 personnes dont 16 femmes. Sur les 248 personnes recrutées dans le cadre des marchés d'insertion TPM, **29 % des salariés concerne des habitants des 13 Quartiers prioritaires de la Métropole** (72 personnes dont 6 femmes).

Opérations 2021 des marchés d'insertion :

- ✕ Prestation d'insertion pour la collecte et le nettoyage de La Garde
- ✕ Prestations d'insertion nettoyage des ZAE Est et Ouest
- ✕ Prestations d'insertion nettoyage urbain de la Seyne sur Mer
- ✕ Prestations d'insertion pour l'entretien des espaces naturels d'intérêt métropolitain de TPM

43

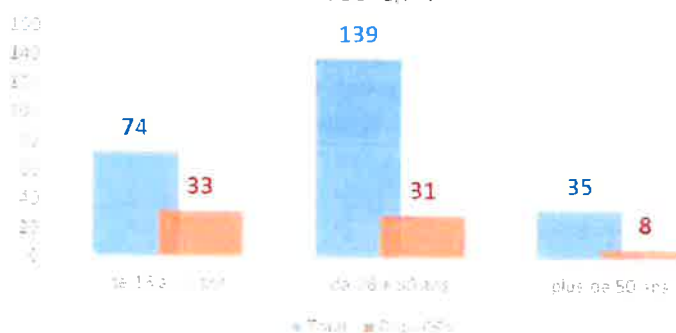
Les indicateurs à l'entrée

Sur les 248 personnes recrutées pour la mise en œuvre des marchés d'insertion de la collectivité, des indicateurs ont été récoltés à l'entrée dans le chantier et à la sortie pour analyser l'évolution des résultats dans le cadre de leur parcours d'insertion ; avec un focus sur les données liées aux habitants des QP.

Concernant Les tranches d'âges :

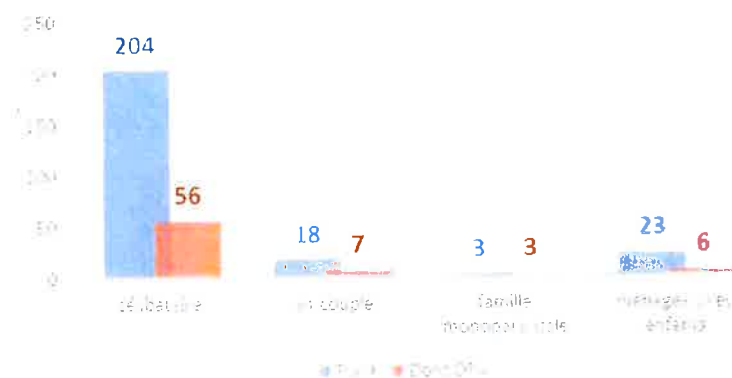
64 % ont entre 26 et 50 ans, et un tiers ont moins de 25 ans

répartition des âges sur la totalité et sur les QPV



La situation familiale : 94 % sont célibataires contre 79 % en 2020

Situation familiale

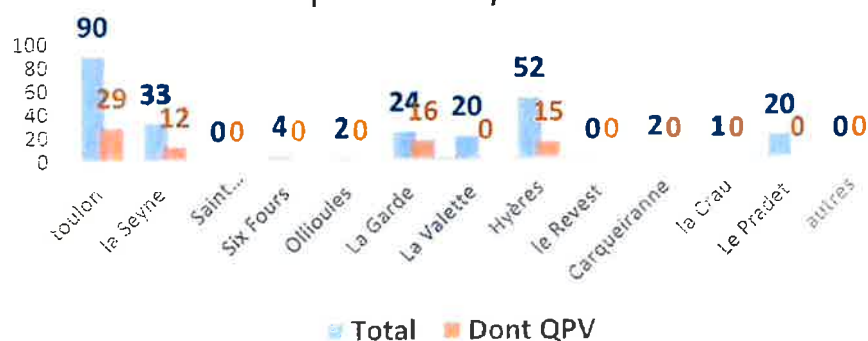


44

Concernant la répartition par ville :

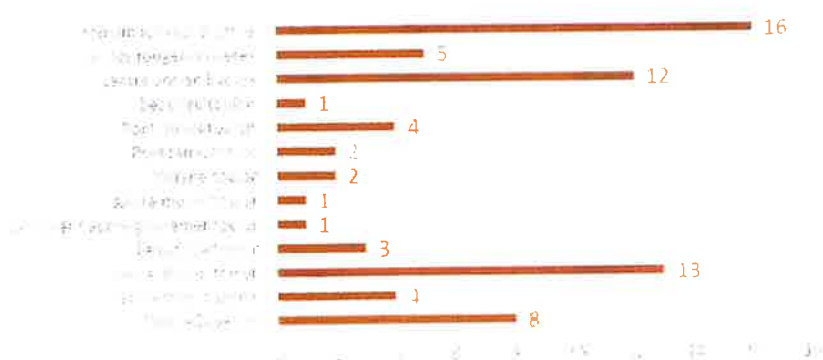
36 % sont résidents de Toulon, suivi à 21 % pour Hyères 13 % la Seyne sur Mer et 10 % La Garde.

Répartition par ville



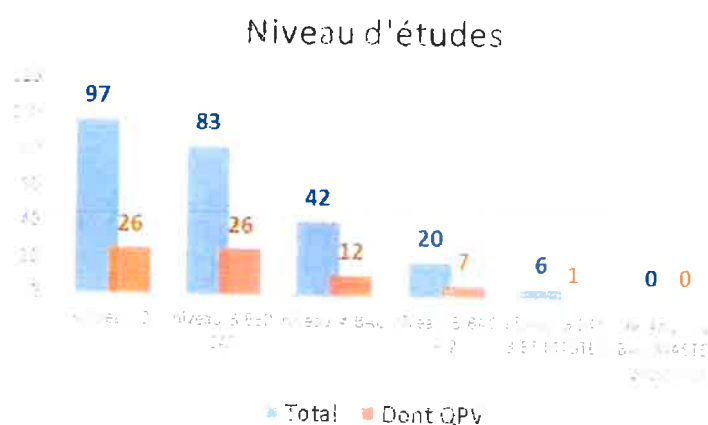
Pour les salariés des QP : 40 % Toulon suivi de Hyères à 22 % et la Garde à 22 %, 17 % sont de la Seyne sur Mer

Répartition des QPV



Les niveaux d'études :

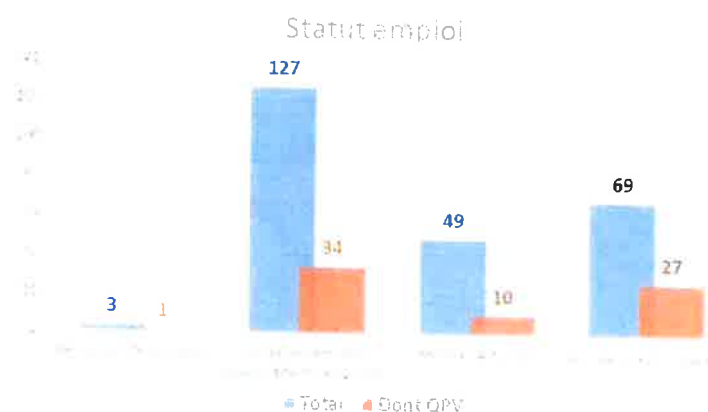
73 % sont de niveau 3 et inférieur. Une proportion plus importante de personnes de niveau infra 3 pour les habitants de QP. Une hausse de 63 % par rapport à 2020 de niveau 3.



45

Le statut emploi :

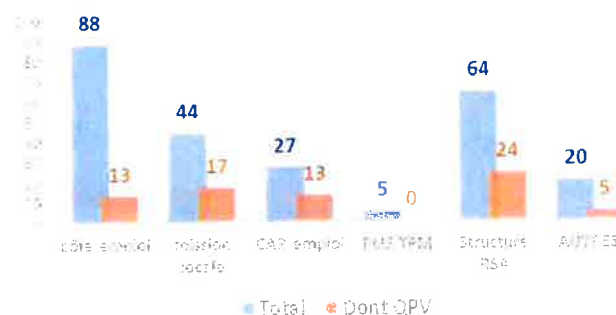
51 % sont DELD², 1/3 sont inscrit au chômage depuis plus de 2 ans



Concernant les **organismes d'orientation** 35 % sont orientés par le pôle emploi suivi de la structure RSA et mission locale à 18 %

² Demandeur d'Emploi de Longue Durée

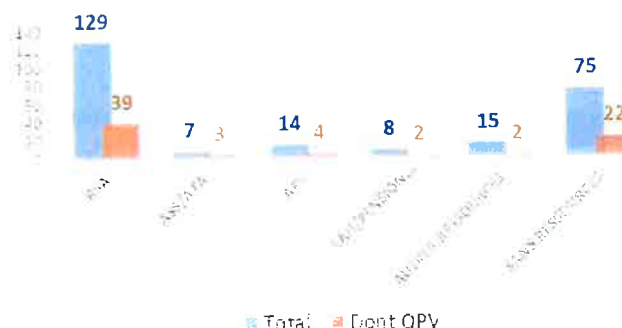
Organismes d'orientation



46

Concernant les ressources : 52 % bénéficient du RSA et 30 % sont sans ressources.

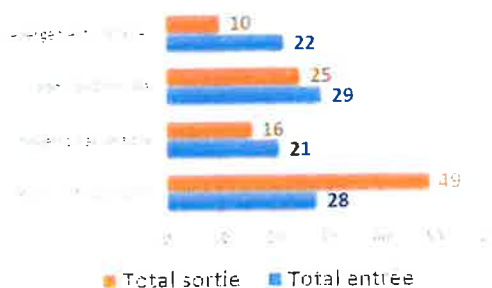
Les ressources



Les indicateurs à la sortie

100 salariés dont 17 QPV sont sortis du chantier en 2021. Les indicateurs renseignés à la sortie permettent d'évaluer l'évolution des parcours selon la résolution des thématiques suivantes : Logement, permis, cumul des problématiques, l'accès à l'emploi ou la formation.

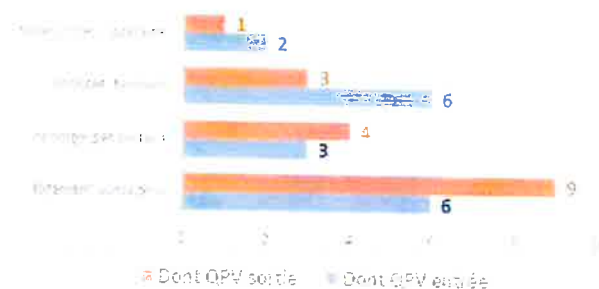
évolution du logement



Concernant le logement

Plus de 49 % sont en logement autonome, contre 28 % à l'entrée (soit + 19 personnes). Plus de situation d'hébergement précaire, 53 % sont en logement autonome (contre 35 % à l'entrée) soit + 9 QP

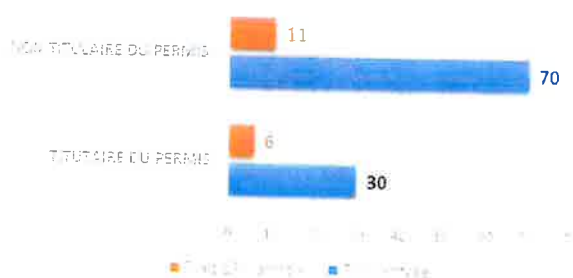
évolution logement QPV



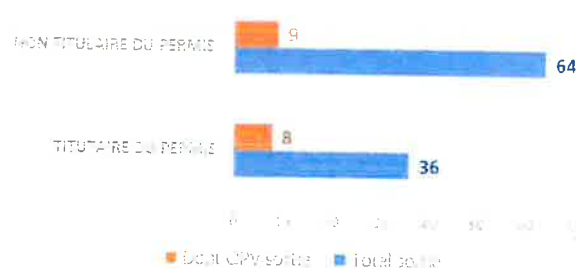
Concernant l'évolution du permis de conduire : 36 % ont le permis à la sortie contre 30 % à l'entrée (soit + de 6 personnes, dont 2 en QP ont obtenu le permis durant le parcours)

47

mobilité à l'entrée

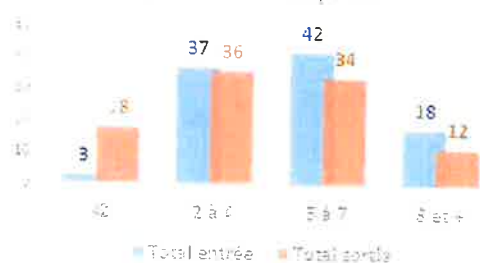


Evolution du permis à la sortie

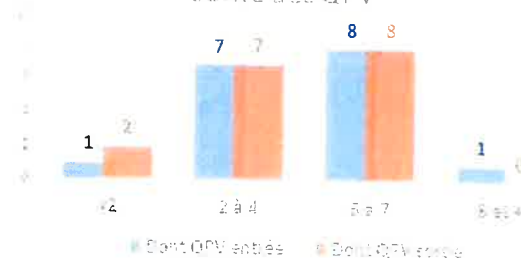


Concernant l'évolution des problématiques sur 100 personnes sorties, 46 % des salariés ont moins de 4 problématiques à la sortie contre 60 % à l'entrée, 54 % ont moins de <2 et de 2 à 4 problématiques (18 % - de 2 à la sortie)

évolution des problématiques



évolution des problématique à la sortie des QPV



Concernant les détails des emplois à la sortie : près de la moitié des sorties du chantier sont dynamiques (emplois en CDI, CDD de + de 6 mois, formations...) : un quart des sortants a retrouvé une activité professionnelle, un quart sort en formation qualifiante. Hausse des sorties dynamiques pour les QP en 2020 aucun QP

Détail des emplois à la sortie



48

Depuis une quinzaine d'années, la Métropole TPM mène une démarche volontariste d'achat responsable et solidaire en transversalité avec ses Directions et la Mission ESS (Economie Sociale et Solidaire) créée en 2018 et portée par le Service Cohésion sociale et territoriale.

Ainsi, depuis 2005, ce sont + de 2 893 personnes qui ont été embauchées sur les marchés lancés par la collectivité ayant recours à l'insertion (marchés clausés et d'insertion) pour + de 825 000 heures.

345 personnes ont été embauchées en 2021 dont 28 % issues des QP.

Concernant plus spécifiquement les structures associatives d'insertion (ACI), elles ont fait preuve cette année d'un accompagnement accru des publics vulnérables habitants de la métropole, ce qui a permis, malgré les difficultés post-crise d'amortir les situations d'extrême souffrance et de précarité. Les ACI font face à un problème de recrutement de personnes sur les chantiers en 2021, un élargissement des prescripteurs serait envisagé.

Une dynamique qui conforte la Métropole dans sa volonté de poursuivre son action, consciente d'exercer son rôle pour favoriser l'emploi des habitants de son territoire.

7.5 Les conventions concernant l'abattement de la TFPB :

7.5.1 Suivi de l'abattement TFPB :

Quelques chiffres :

- 30 % d'abattement de la TFPB pour les logements sociaux situés en QPV
- 40% de compensation par l'Etat pour les moins-values de recettes fiscales pour les collectivités locales
- 165M€ mobilisés en 2021 pour améliorer la qualité de vie urbaine A noter : mesure fiscale en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023 en cohérence avec la prorogation des contrats de ville

Une mesure fiscale pour les QPV :

- Fondée sur le constat que les coûts de gestion demeurent plus importants en QPV pour les organismes Hlm que sur le reste de leur parc.
- Destinée à améliorer la qualité de vie des habitants par un renforcement de la gestion du parc Hlm et de la cohésion sociale à l'échelle du quartier.

- Partagée entre une pluralité d'acteurs amenés à répondre aux besoins du territoire et de ses habitants.

Articulation avec le contrat de ville :

- L'abattement de TFPB a vocation à agir en synergie avec l'existant :
 - S'inscrit dans la logique de projet de territoire du contrat de ville comme ressource mobilisable pour répondre aux besoins des habitants
 - S'articule avec les démarches de GUSP dont l'importance ne cesse d'être réaffirmée au fil des réformes politique de la ville
 - Prise en compte dans le cadre des projets de renouvellement urbain au sein du projet de gestion pour pérenniser les investissements réalisés

Cadre National de référence :

1 objectif : améliorer la qualité de vie urbaine

- 8 axes d'intervention
- 31 thématiques d'actions allant du sur-entretien du parc à la cohésion sociale

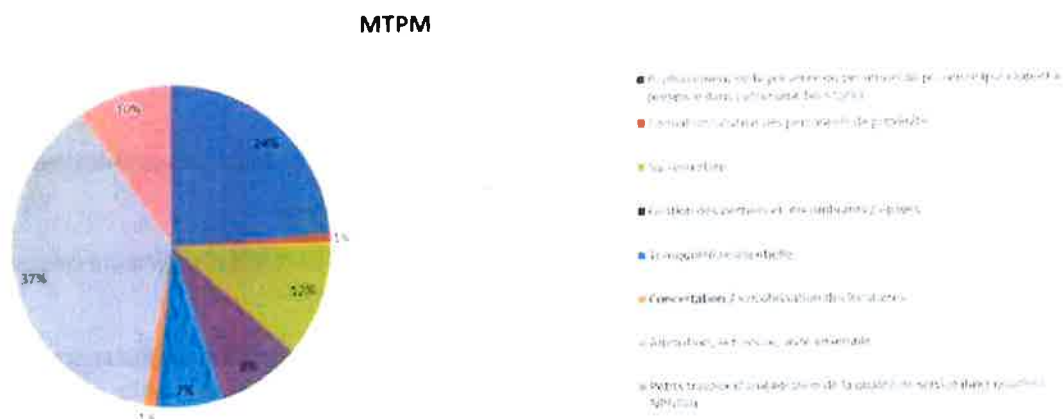
7.5.2 Abattement de la TFPB – Bilan :

- Remise du bilan national 2017-2019 de l'USH en mai 2021 à la ministre de la Ville :
 - Réforme fiscale des collectivités territoriales avec la suppression de la taxe d'habitation d'ici à fin 2023
 - Evaluation des contrats de ville prorogés jusqu'à fin 2023
 - Renouvellement des conventions arrivant à échéance au 31/12/2022 : délai prévu au 1^{er} octobre en cas de changement (évolution du patrimoine, nouveaux signataires) ou par tolérance au 31/12/2022 en cas de reconduction de la convention à l'identique pour l'année 2023
 - Souhait de révision du cadre national de 2015 par la ministre de la Ville
 - Mise en place d'un groupe de travail confié à l'ANCT réunissant des associations d'élus, l'USH, les ministères des collectivités territoriales et du logement et les différents collèges du CNV.
 - Des évolutions majeures ont été apportées pour parfaire l'utilisation de l'abattement de TFPB
 - Signature en septembre 2021 par l'Etat, l'USH et les associations d'élus contributrices

Projections 2022 Par EPCI :

Estimation TFPB de 3,3 Millions dont 2,7 Millions métropole Toulon Provence méditerranée

Projection par Axes :



8 Perspectives 2022

✕ La continuité des groupes de travail thématiques :

Trois espaces de partage inter-partenarial de propositions opérationnelles et d'échange d'information.

- ✓ La Gestion administrative partagée du Contrat de ville avec l'utilisation du portail collaboratif.
- ✓ La thématique Communication à développer
- ✓ Le groupe Emploi et Développement économique, autour de rencontres trimestrielles avec les acteurs et services en lien avec la thématique.

✕ Le développement de la communication :

Mise à jour annuelle de la cartographie interactive permettant la mise en lumière des porteurs financés dans le cadre du Contrat du Ville.

- ✕ L'évaluation du contrat de ville :
- ✕ Développer une mesure d'impact à plus grande échelle permettant une évaluation qualitative des actions menées dans les Quartiers Prioritaires des différentes communes de la métropole. Cette évaluation pourrait également être source de préconisations en vue du prochain Appel à Projet, voire du prochain Contrat de ville.
- ✕ La métropole Toulon Provence Méditerranée lancera un marché public afin de retenir un prestataire qui sera chargé de mener une mesure d'impact. Cette mesure concernera différentes actions de la programmation 2021 afin d'en évaluer l'efficacité et la portée auprès des publics bénéficiaires.
- ✕ Les travaux d'évaluation finale des contrats de ville vont être conduits sur la métropole Toulon Provence Méditerranée, à l'instar des territoires portant un contrat de ville, avec pour objectif de « déterminer dans quelle mesure les stratégies et organisations mises en œuvre via le contrat de ville ont permis de renforcer de façon effective les dynamiques de coopération inter-acteurs et la mutualisation des moyens d'actions relevant des différents partenaires » (circulaire DGCL/ANCT mars 2022)

✕ Des Priorités Ciblées :

- ✓ La relance de l'emploi et le développement économique ;
- ✓ L'amélioration de l'habitat, du cadre de vie et de la tranquillité résidentielle ;
- ✓ Le soutien à la vie associative ;
- ✓ L'extension du Label Cités éducatives
- ✓ La relance des Contrats Locaux de Santé et la définition de leurs axes prioritaires
- ✓ La valorisation de la présence et de la visibilité des femmes

Il est impératif de veiller à ce que les équipes aient les moyens et les outils d'ingénierie nécessaires à cette évaluation à grande échelle.

- ✕ En parallèle de cette évaluation finale, il s'agira également de tirer les premiers constats de la démarche de la Cité de l'Emploi ainsi que de lancer des réflexions sur la possibilité d'un mécanisme de gestion de l'abattement TFPB.

9 Conclusion

La crise sanitaire, en 2020, a eu des impacts certains sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville : des solutions d'urgence ont été prises, mais selon une circulaire du 22 mars 2022, signée du Directeur général des collectivités locales et du Directeur général délégué Politique de la ville de l'ANCT, « l'année 2021 a fait émerger la nécessité de prendre en charge rapidement ses impacts à plus long terme ». (Source *La Gazette, Politique de la ville* 4/4/22)

Le contexte est marqué par les conséquences de la crise sanitaire, qui impacte davantage les habitants les plus fragiles. La poursuite des efforts conjoints, entre tous les acteurs du territoire métropolitain, est toujours prioritaire.

En matière d'éducation : il s'agit de réduire les écarts en termes de réussite scolaire et de favoriser la réussite éducative des 2-16 ans, en travaillant notamment sur la prévention du décrochage scolaire, l'ouverture socio-éducative et culturelle, la valorisation de l'apprentissage (goût d'apprendre, estime de soi, épanouissement), et l'association des parents aux projets éducatifs.

En matière de développement social, il s'agit de pérenniser les actions de lien social et d'accès aux droits comme vecteurs d'inclusion sociale. Les quartiers prioritaires sont caractérisés par la présence d'une population en situation de précarité, voire d'extrême précarité, présentant un risque élevé d'isolement et de désaffiliation sociale. Des actions collectives concourant à l'accès aux droits d'une part et au lien social, au vivre-ensemble, à la mixité sociale d'autre part, contribuent de façon déterminante à la cohésion sociale sur notre territoire.

L'impact de ces actions, parfois difficile à mesurer quantitativement, est à appréhender au regard du risque d'enclavement de ces territoires et d'enfermement des populations, réduisant d'autant leurs capacités d'insertion sociale et économique.

En matière d'emploi, les analyses menées à travers les fiches de synthèse permettent l'extraction de données et une mesure quantitative plus palpable, notamment avec la relance des ateliers et permanences dédié à l'emploi ou la nette hausse des bénéficiaires concernés. Toutefois une plus grande convergence entre les objectifs, les moyens et les outils de l'insertion professionnelle doit sans cesse être recherchée, en partenariat avec les acteurs du territoire.

S'agissant des Conseils citoyens, leur rôle demeure à conforter mais la crise a eu largement pour effet de freiner voire stopper l'effort de co-construction amorcé.

S'agissant des moyens financiers, la mobilisation des crédits de droit commun reste peu détaillée et l'utilisation des crédits spécifiques politique de la ville en complément, et non en substitution des crédits de droit commun, est encore difficile à valoriser.

Ainsi, la couverture de l'ensemble des aspects de la politique de la ville est effective avec cependant un bémol concernant l'axe Cadre de vie et particulièrement la valorisation de la Taxe Foncière sur la Propriété Bâtie : les contreparties de l'abattement TFPB mériteraient une étude approfondie et des moyens humains dédiés pour l'optimisation des 3 millions d'euros concernés.

52

Cette crise a été un nouveau révélateur des inégalités sociales et économiques qui marquent les territoires prioritaires de la politique de la ville. Mais les actions qui se sont développées ont permis de mettre en avant le développement de partenariats efficaces, le maintien du lien permanent et la capacité d'adaptation extraordinaire de la multitude d'acteurs mobilisés.

Dans la continuité des actions et des projets menés, le souhait commun des différents acteurs que sont l'Etat, la métropole, les communes, les structures associatives et les porteurs de projets, est de poursuivre le changement du regard porté sur les quartiers : déstigmatiser, valoriser une lecture positive, favoriser les expériences associatives, pour solidariser les quartiers précaires avec tout le territoire métropolitain.

La métropole Toulon Provence Méditerranée favorise les passerelles et constitue un partenaire privilégié entre tous les acteurs de la politique de la ville. Sa fonction coordinatrice facilite les coopérations, les échanges de pratiques professionnelles et la mise en œuvre de projets, tout en invitant à la transversalité. Grâce à elle, le territoire dispose d'un appui pour remettre au centre de l'action, les fondamentaux de la politique de la ville.

Annexes

- Avis des communes et avis des conseils citoyens sur le projet de rapport 2021

DELIBERATION N° 22 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 20 JUIN 2022

**OBJET : CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE 2015-2022 - AVIS SUR LE PROJET DE RAPPORT 2021**

Le vingt juin deux mille vingt-deux à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 13 juin 2022, a été assemblé à la Maison Communale Gérard Philippe sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Maire. Il procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents : M. Jean-Louis MASSON; Mme Hélène BILL; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; Mme Janig GUE; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Hélène DEL SANTO; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Gilles BROYER; M. Jean-Marc ANNEVILLE; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; M. Michel DURBANO; Mme Catherine LAGET; Mme Wahida ZAMOURI; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE.

Représentés : M. Jean-Eric LODEVIC donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; M. Christian GASQUET donne procuration à M. Franck CHOUQUET; M. Alain JOUOT donne procuration à Mme Martine BLANC; M. André BAULON donne procuration à M. Alain FUMAZ; Mme Céline MURENA donne procuration à Mme Marie-Hélène CHARLES; Mme Bouchra CHADLI donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Olivier CHARLOIS donne procuration à M. Cyril AMARIT.

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35
---	-----------	--------------------	-----------	--	-----------

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN DUMONTET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine relative à la réforme de la Politique de la ville,

VU la délibération n° 28 du 15 juin 2015 autorisant la signature du Contrat de Ville,

VU le Contrat de Ville 2015 – 2020 signé le 2 juillet 2015 prolongé jusqu'en 2022,

VU l'avis de la commission municipale JEUNESSE / VIE DES QUARTIERS /
DEMOCRATIE LOCALE du 27 avril 2022,

VU l'avis du Conseil Citoyen en date du 25 mars 2022,

VU le projet de rapport délibératif sur le bilan 2021 du Contrat de Ville ci-annexé,

CONSIDERANT la volonté municipale de mettre en œuvre un plan d'actions afin d'améliorer la qualité de vie des habitants du quartier prioritaire de Romain Rolland, et de favoriser l'égalité des chances entre tous les habitants de la commune.

OÙ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PRONONCE un avis conforme au Contrat de Ville en ce qui concerne le projet du rapport délibératif pour l'année 2021.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télécours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

A L'UNANIMITE :

POUR : 35

Le Maire,

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE LA GARDE' at the top and 'VAR' at the bottom, with a central emblem.



SOUS-DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Service POLITIQUE DE LA VILLE

**AVIS CONSULTATIF DU CONSEIL CITOYEN
SUR LA PROGRAMMATION 2021 DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN**

VENDREDI 29 JANVIER 2021 à la MIS de la BEAUSSIERE – 16H30

Présents : (voir fiche d'émargement)
Arrivée de M. Glavin à 17h46, départ à 18h30
Arrivée de M. MORA à 17h25.
Départ de M. DAUMAS à 17h40.
Présence de Paula PEIRA jusqu'à 17h00.

En présence de Catherine TAINURIER, chargée de mission Politique de la Ville à la mairie de La Garde.

Animateur : Yassine DAROU, adulte relais

Avis : F : favorable
D : défavorable
R : réservé

Pilier	Thématique	ASSOCIATION	INTITULE DE L'ACTION	AVIS	OBSERVATIONS
Cohésion sociale	Education	Les Petits Débrouillards	Les mercredis numériques	F	
Cohésion sociale	Education	FACE VAR	Passerelle école/entreprise	R	- Demande d'avis par les élèves - plus cibler les enfants du CERP
Cohésion sociale	Education parentalité	ADSEAAV	Permanence Ecoute Parents	F	
Cohésion sociale	Développt Social (culture)	GESTES ET MATIERES	Ateliers d'art (peinture, art thérapie art de la rue)	F	- Quel matériel?
Cohésion sociale	Développt Social (culture)	LA SPHERE G. DESSAGNES	Chants du monde : tous en musique	F	
Cohésion sociale	Développt Social (culture)	TERRATATA	Atelier modelage argile	F	- Groupe ateliers inf.
Cohésion sociale	Développt Social (sport)	LIGUE REGION PACA DE NATATION	J'apprends à nager	F	- 21 cours maximum de 1h30, date...
Cohésion sociale	Développt Social (sport)	TENNIS CLUB LA GARDE	Activité autour de la pratique du tennis	F	- Développement personnel stage
Cohésion sociale	Développt Social (sport)	COMITE VAR DE COURSE D'ORIENTATION	Développer la pratique sportive innovante	F	

Cohésion sociale	Santé	CARRÉMENT TOQUÉ	Mieux manger à moindre coût	F	Demande d'augmentation des budgets
Cohésion sociale	Santé	PROMO SOINS UDV	Equipe Mobile Précarité Santé	D	
Cohésion sociale	Santé	AVRE	Accompagnement social (souffrances psychiques chez les jeunes)	F	2 Demandes de personnalités sur RAR.
Cohésion sociale	Sécurité et prévention de la délinquance	AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	R	Revers de l'heure de prison
Cohésion sociale	Sécurité et prévention de la délinquance	AVRE	Soutien à la fonction parentale	F	
Cohésion sociale	Sécurité et prévention de la délinquance	PROMO SOINS UDV	Accompagnement spécifique en faveur des femmes victimes de violences conjugales	D	
Emploi DévEco	Emploi	APS	Ateliers mobilité	F	
Emploi DévEco	Emploi	APS	Chantiers d'insertion	F	
Emploi DévEco	Emploi	FACE VAR	Face à l'emploi – JOB CONTACT	F	1 visée des jeunes handicapés QPV.
Emploi DévEco	Emploi	FACE FAR	PAQTE Animation du réseau d'entreprises	F	
Emploi DévEco	Emploi	NQT	Accompagnement des jeunes diplômés	F	
Emploi DévEco	Emploi	TREMPLIN	Ateliers et chantiers d'insertion. Restauration de patrimoine bâti et entretien espaces verts	D	

Signatures :

(Handwritten signatures and initials)



CONSEIL CITOYEN DE ROMAIN ROLLAND

Avis consultatif sur la programmation 2021 du contrat de ville 29 JANVIER 2021

FEUILLE DE PRÉSENCE

NOM	FONCTION	SIGNATURE
TAINTURIER Catherine	Chargée de mission Politique de la ville	
DAROUY Yassine	Adulte relais	
IANNETTI Augustin	Titulaire collège habitants	
IBRAHIM-OUALI Nathalie	Titulaire collège habitants	
MEDINI Jassim	Titulaire collège habitants	
SIMONIN Michelle	Titulaire collège habitants	
VIDAL Aurélie	Suppléante collège habitants	
LEOTY Cathy	Suppléante collège habitants	
DAUMAS Elisabeth <i>Départ à 17h10</i>	Suppléante collège habitants	
PHILIBERT Carole	ASSOCIATION CARM'ANGEL Titulaire collège acteurs locaux	<i>Excusée</i>
CHARPENTIER Eric	SAGEM Titulaire collège acteurs locaux	
MORA Bertrand <i>Arrivé à 17h20</i>	ASSOCIATION CARRÉMENT TOQUÉ Titulaire collège acteurs locaux	
GLAIN Cécile	ASSOCIATION TERRATATA Titulaire collège acteurs locaux	
<i>Rolland Romain</i>	<i>Pr. à la Présidence</i>	<i>Arrivé à 17h45 Départ à 18h30 Départ à 17h45</i>

- Demande de communica^o, éventuellement passer par la SAGEOT.
- Passer l'info par les FB de la MIS.



SOUS-DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Service POLITIQUE DE LA VILLE

**AVIS CONSULTATIF DU CONSEIL CITOYEN
SUR LE BILAN 2021 DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN**

VENDREDI 25 MARS 2022 à la MIS de la BEAUSSIERE – 18h

Présents :

- DANNAS Elisabeth
- SIMONIN Michelle
- LANETTI Augustin
- NOEL Bernhard
- CHARPENTIER Luc
- GLAIN Gédé

En présence de Céline DEAL, Chargée de Mission Politique de la Ville à la Mairie de La Garde.

Animateur : Yassine DAROU, Adulte Relais

Avis : F : Favorable

D : Défavorable

R : Réservé







CHESSE Nouriel | ANNEVILLE Hana
TORPIN Jean Hana

Actions interco					
Pilier	Thématique	Association	Intitulé de l'action	BILAN 2021	Avis
CS	1.1 Education	LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Les Mercredis Numériques	Du 09/06 au 01/09/21 : 75 enfants différents du QPV sur 12 séances de 16 à 19h (moyenne de 15 enfants) devant la SAGEM	F
CS	1.1 Education	FACE VAR	Passerelle Ecole Entreprises	28 séances réalisées au collège Cousteau : 6 classes de 3ème [143 élèves], 8 classes de 4ème [162 élèves], 8 classes de 5ème [177 élèves]. La difficulté réside dans le fait de connaître réellement le nombre de jeunes issus du QPV RR. Pas d'action communiquée sur le Lycée du Coudon. <i>Sous ?</i>	F
CS	1.1 Education	ADSEAAV	Permanence Ecoute Parents	Permanence d'écoute pour les parents des enfants dans leurs quotidiens et leurs relations intrafamiliales. Bénéficiaires : 11 (7F/4H) du QPV dont 6 enfants/5 adultes, 1/2 journée par mois (hors été) à la MIS de La Beaussière.	F
CS	1.2 Dévpt social	GESTES ET MATIERES	Atelier Art (art thérapie, peinture, art de la rue)	De 05 à 12/21 : le mardi de 15h à 19h Espace Vert ou MIS selon le contexte sanitaire. 35 bénéficiaires (dont 34 femmes et 18 enfants). 25 séances sur l'année	F
CS	1.2 Dévpt	LA SPHERE G	Chants du Monde : tous	Entre 10 et 12/21 : atelier ayant	

	social	DESSAGNES	en musique	rassemblé ^{bénéficiaires} 35 résidents du QPV (26F/9H) soit une quinzaine par séances hebdomadaires. Difficulté à fidéliser un public sur cette pratique artistique et les différents avantages périphériques procurés. Adaptation de l'atelier pour un « karaoké vivant », plus grand public pour rassembler davantage.	R
CS	1.2 Dévpt social	TERRATATA	Atelier modelage argile	De 01 à 06/21, les mercredis de 11 à 12h à la MIS de La Beaussière. 15 bénéficiaires entre 6 et 11 ans ^{qui lui}	F
CS	1.2 Dévpt social	LIGUE REGIONALE PACA DE NATATION	J'apprends à nager	Renforcer l'apprentissage de la natation pour permettre aux enfants de savoir nager et ainsi réduire la noyade. Bénéficiaires : 82 enfants du QPV (46F/36H) dont une majorité entre 6/7 ans sur 60 cours.	F
CS	1.2 Dévpt social	TENNIS CLUB LA GARDE	Activité autour de la pratique du tennis	Développer la pratique du tennis et l'initiation par un enseignement (DE) adapté sur l'année. Bénéficiaires : 42 enfants de 4 à 17 ans, Importante mixité dont 15 nouveaux enfants en 2021, le mardi de 17 à 19h.	F
CS	1.2 Dévpt social	COMITE DU VAR DE COURSE D'ORIENTATION	Développer la pratique sportive innovante	Du 07 à 12/21 : évaluation quantitative non réalisée. Action non finalisée est à reporter sur 2022 (reste 2 dates). Qualitative : bonne communication avec les relais jeunes malgré les difficultés (confinements, intempéries, problèmes de calendrier pour définir les dates)	F
CS	1.3 Santé	CARRÉMENT TOQUÉ	Mieux manger à moindre coût	AUCUN BILAN COMMUNIQUE	F
CS	1.3 Santé	AVRE	Accompagnement social (souffrances psychiques chez les jeunes)	De 01 à 12/21 : les mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9h à 20h. Bénéficiaires : 63 / environs 500 consultations. Action qui répond à une demande croissante d'accueil, d'espace de parole et de soutien physique et psychologique pour tous.	F
CS	1.4 Sécurité et Prévention de la délinquance	AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	De 01 à 12/21 - 5 bénéficiaires dont 4 femmes et 1 homme sur QPV, 2 permanences mensuelles au Commissariat. Mises en place d'astreintes et de la PEC téléphoniques lorsque les permanences ne pouvaient avoir lieu.	F
CS	1.4 Sécurité et Prévention de la délinquance	AVRE	Soutien à la fonction parentale	De 01 à 12/21 : du mardi au vendredi de 9h à 20h. 46 bénéficiaires de QPV et QVA sur 38 permanences - Sur l'année : 4 familles restent en attente de rendez-vous.	F
E-DE	3.1 Emploi	APS	Ateliers mobilité	De 12/21 à 01/22 à la MIS de La Beaussière : 3 ateliers retardés dans leur réalisation. Sur l'ensemble des personnes mobilisées à l'Aide à la Mobilité (9 femmes de la 1ère cohorte), seules 3 ont participé au contenu adapté à chaque séance.	F

E-DE	3.1 Emploi	APS	Chantiers d'insertion	De 01 à 12/21 : par rapport aux années précédentes. Résultats 2021 non satisfaisant en termes de recrutements et de sorties emploi/formation. Sur les 3 hommes recrutés : 1 a démissionné au bout de deux mois, 1 vient d'être licencié pour faute, 1 est en cours de contrat, à mobiliser sur un retour à l'emploi durable.	R
E-DE	3.1 Emploi	FACE VAR	Face à l'emploi - Job contact	Du 01 à 12/21 : 48 permanences réalisées le vendredi en journée. Bénéficiaires : 10 personnes reçues du QPV (7 f /3h) en majorité de 26-49 ans. 2 CDI, 1 CDD + 6 mois, 1 formation numérique.	F
E-DE	3.1 Emploi	FACE VAR	PAQTE (ex Charte entreprises et quartiers)	De 01 à 12/21 en semaine de 9h à 12h30/13h30 à 17h - 20 bénéficiaires QPV + 3 QVA (dont 15 femmes). Complexe de mesurer les retours des entreprises avec le RGPD > impact réel est donc supérieur aux chiffres recueillis.	F
E-DE	3.1 Emploi	NQT	Accompagnement des jeunes diplômés	De 01 à 12/21 : 3 bénéficiaires dont 2 femmes et 1 homme. Crise sanitaire a entravé les activités classiques : arrêts des permanences, des ateliers, des rdvs de parrainage et des actions de sourcing en présentiel	F

Signatures :


 IANNETTI Augustin

 SIMONIN Richelli

 DAUMAS Elisabeth

 CHARPENTIER Eric

 GLAIN Céline

 Mora Bertrand

VDR

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Associations	Actions	Avis * AF/AD /AR	Commentaires	Action prioritaire (cocher la case)
Cohésion sociale				
Education				
CENTRE SOCIAL ISA	Loisirs Educatifs enfants	AF		
FACE VAR	Passerelle école entreprise	AF		
FACE VAR	Tous en stage Hyères	AF		
Ecole des parents et éducateurs du Var	Point écoute pour les parents	AF		
FACE VAR	Osons l'apprentissage Hyères	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Mobil Jeunes Club Ado	AF		
Développement social				
CENTRE SOCIAL ISA	Partage des rôles parentaux « la place des pères »	AF		
CIDFF	FAM' dans la ville d'Hyères	AF		
CIDFF	Permanence d'accès aux droits, de prévention des discriminations et de lutte contre les violences faites aux femmes	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

FACE VAR	Espace de Vie Sociale FACE'ILITER l'accès au droit	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Aide et soutien aux démarches administratives	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Atelier de soutien et d'initiation à l'informatique	AF		
CIDFF	L'éducation à l'égalité filles garçons HYERES	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Action prévention des comportements discriminatoires	AF		
FACE VAR	Espace de Vie Sociale FACE'ILITER la vie sociale – ateliers socio-alphabétisation et soutien scolaire	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Apprentissage du français	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Alphabétisation – Initiation et perfectionnement à la langue française	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Itinéraire des mamans citoyennes	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Fonds de Participation des Habitants FPH	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Trait d'Union journal local	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Comité du Var de course d'orientation	Permettre le développement d'actions citoyennes incitant les habitants de Hyères centre ville à devenir des acteurs responsables de leur quartier et à échanger entre eux.	AR		
CSK	Le foyer des Kings of Val des Rougières	AF		
FACE VAR	FACE'ILITER la vie dans le quartier	AF		
ARTY FAMILY	Accès à la culture pour tous centre ancien et Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	Ateliers adultes de loisirs créatifs et d'artisanat d'art - Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	Ateliers enfants de loisirs créatifs - Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	EXCULT Excursions culturelles et artistiques QPV	AF		
ARTY FAMILY	Fresque murale de la salle des fêtes des QPV au VDR	AF		
CSK	Développer la culture dans les quartiers de Hyères	AF		
LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Les cités débrouillardes numériques au Val des Rougières	AR		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

VILLA NOAILLES	Ateliers enfants de pratique artistique	AD		
CSK	Développement du sport dans les quartiers de Hyères	AF		
UFOLEP	SPORT DECLIC Val des Rougières	AF		
Santé				
EN CHEMIN	Accueil de jour	AF		
EN CHEMIN	Promosoins	AF		
LES BOUT'CHOUS DE L'ESPOR	Aide à la petite enfance de la naissance à 3 mois	AF		
PROMOSOINS UDV	EMPS : Accompagnement des femmes victimes de violence	AF		
PROMOSOINS UDV	EMPS : Equipe mobile précarité santé	AF		
Sécurité et prévention de la délinquance				
CENTRE LOISIRS JEUNES CLJ	CLJ de Hyères	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	VVV Sortie juillet 2021	AF		
AAVIV Association d'aide aux victimes d'infractions du Var	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

AVRE Association varoise pour le respect de l'enfant	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes (souffrance psychique)	AF		
AVRE Association varoise pour le respect de l'enfant	Permanence d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales – Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence	AF		
EN CHEMIN	Accueil de jour pour femmes victimes de violences au sein du couple	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Accès aux familles aux vacances collectives	AF		
Cadre de vie et renouvellement urbain				
BÊLE COLLINE	Ateliers découverte du troupeau, enfants, jeunes et scolaires	AF		
ENTR'AIDE	Aide auprès des personnes socialement défavorisées par des actions visant à l'amélioration de leur logement	AF		
Emploi et développement économique				
Association de Prévention Spécialisée APS	Ateliers mobilité	AR		
Association de Prévention Spécialisée APS	Mobilité des jeunes	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Association de Prévention Spécialisée APS	Remobilisation des jeunes à partir de chantiers éducatifs	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Retour à l'emploi et mobilité HYERES	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	TREMPIN vers l'inclusion sociale et professionnelle des jeunes les plus en marge des circuits d'insertion	AF		
FACE VAR	Face à l'emploi – Job contact	AF		
FACE VAR	FACE'ILITER l'accès à l'emploi et à la formation	AF		
FACE VAR	PAQTE (ex Charte entreprises et quartiers)	AF		
LA SAUVERGARDE DES FORÊTS VAROISES	Accompagnement renforcé sur les chantiers hyérois pour les personnes résidant dans les quartiers prioritaires	AF		
Nos quartiers ont des talents NQT	Accompagnement vers l'emploi et l'alternance des jeunes diplômés issus des QPV de Hyères	AF		

* AVIS : AF – Avis Favorable
AD – Avis Défavorable
AR – Avis Réserve

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Date d'émission de l'avis : 04.02.2021

Conseil citoyen quartier : VDR

Noms et prénoms des membres participants (collège habitants):

MR Jady Guillon

Christine Marchetti

Pierrine Teixeira

Teixeira

Ce document est à usage interne à l'administration et n'a pas vocation à être diffusé

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Associations	Actions	Avis * AF/AD /AR	Commentaires	Action prioritaire (cocher la case)
Cohésion sociale				
Education				
CENTRE SOCIAL ISA	Loisirs Educatifs enfants	AF		
FACE VAR	Passerelle école entreprise	AF		
FACE VAR	Tous en stage Hyères	AF		
Ecole des parents et éducateurs du Var	Point écoute pour les parents	AF		
FACE VAR	Osons l'apprentissage Hyères	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Mobil Jeunes Club Ado	AF		
Développement social				
CENTRE SOCIAL ISA	Partage des rôles parentaux « la place des pères »	AF		
CIDFF	FAM' dans la ville d'Hyères	AF		
CIDFF	Permanence d'accès aux droits, de prévention des discriminations et de lutte contre les violences faites aux femmes	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

FACE VAR	Espace de Vie Sociale FACE'ILITER l'accès au droit	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Aide et soutien aux démarches administratives	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Atelier de soutien et d'initiation à l'informatique	AF		
CIDFF	L'éducation à l'égalité filles garçons HYERES	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Action prévention des comportements discriminatoires	AD		
FACE VAR	Espace de Vie Sociale FACE'ILITER la vie sociale – ateliers socio-alphabétisation et soutien scolaire	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Apprentissage du français	AF		
LES MAMANS DU VALDE	Alphabétisation – Initiation et perfectionnement à la langue française	AD	doublon avec Face Var.	
LES MAMANS DU VALDE	Itinéraire des mamans citoyennes	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Fonds de Participation des Habitants FPH	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Trait d'Union journal local	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Comité du Var de course d'orientation	Permettre le développement d'actions citoyennes incitant les habitants de Hyères centre ville à devenir des acteurs responsables de leur quartier et à échanger entre eux.	AD	double	
CSK	Le foyer des Kings of Val des Rougières	AD	pas de précisions sur l'utilisation des fonds	
FACE VAR	FACE'ILITER la vie dans le quartier	AF		
ARTY FAMILY	Accès à la culture pour tous centre ancien et Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	Ateliers adultes de loisirs créatifs et d'artisanat d'art - Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	Ateliers enfants de loisirs créatifs - Val des Rougières	AF		
ARTY FAMILY	EXCULT Excursions culturelles et artistiques QPV	AF		
ARTY FAMILY	Fresque murale de la salle des fêtes des QPV au VDR	AF		
CSK	Développer la culture dans les quartiers de Hyères	AD	favoriser le partenariat associatif	
LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Les cités débrouillards numériques au Val des Rougières	AF	favoriser le partenariat associatif pour étoffer l'efficacité	

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

VILLA NOAILLES	Ateliers enfants de pratique artistique	AD		
CSK	Développement du sport dans les quartiers de Hyères	AR	avis réservé jusqu'à obtention des informations sur le budget	
UFOLEP	SPORT DECLIC Val des Rougières	AF		
Santé				
EN CHEMIN	Accueil de jour	AF		
EN CHEMIN	Promosoins	AF		
LES BOUT'CHOUS DE L'ESPOR	Aide à la petite enfance de la naissance à 3 mois	AF		
PROMOSOINS UDV	EMPS : Accompagnement des femmes victimes de violence	AF		
PROMOSOINS UDV	EMPS : Equipe mobile précarité santé	AF		
Sécurité et prévention de la délinquance				
CENTRE LOISIRS JEUNES CLJ	CLJ de Hyères	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	VVV Sortie juillet 2021	AF		
AAVIV Association d'aide aux victimes d'infractions du Var	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

AVRE Association varoise pour le respect de l'enfant	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes (souffrance psychique)	AF		
AVRE Association varoise pour le respect de l'enfant	Permanence d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales – Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence	AF		
EN CHEMIN	Accueil de jour pour femmes victimes de violences au sein du couple	AF		
CENTRE SOCIAL ISA	Accès aux familles aux vacances collectives	AF		
Cadre de vie et renouvellement urbain				
BÊLE COLLINE	Ateliers découverte du troupeau, enfants, jeunes et scolaires	AR	favoriser le par. travail associatif agement EN indispensable	
ENTR'AIDE	Aide auprès des personnes socialement défavorisées par des actions visant à l'amélioration de leur logement	AF		
Emploi et développement économique				
Association de Prévention Spécialisée APS	Ateliers mobilité	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Mobilité des jeunes	AF		

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Association de Prévention Spécialisée APS	Remobilisation des jeunes à partir de chantiers éducatifs	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	Retour à l'emploi et mobilité HYERES	AF		
Association de Prévention Spécialisée APS	TREMPLIN vers l'inclusion sociale et professionnelle des jeunes les plus en marge des circuits d'insertion	AF		
FACE VAR	Face à l'emploi – Job contact	AF		
FACE VAR	FACE'ILITER l'accès à l'emploi et à la formation	AF		
FACE VAR	PAQTE (ex Charte entreprises et quartiers)	AF		
LA SAUVERGARDE DES FORÊTS VAROISES	Accompagnement renforcé sur les chantiers hyérois pour les personnes résidant dans les quartiers prioritaires	AF		
Nos quartiers ont des talents NQT	Accompagnement vers l'emploi et l'alternance des jeunes diplômés issus des QPV de Hyères	AR		

* AVIS : AF – Avis Favorable
AD – Avis Défavorable
AR – Avis Réservé

Consultation des conseils citoyens / Commune d'HYERES

CONTRAT DE VILLE – Appel à projets 2021

Date d'émission de l'avis : 5 février 2021

Conseil citoyen quartier : Centre Ancien Hyères

Noms et prénoms des membres participants (collège habitants):

PÉ Isabel
Dupuy Françoise

Ce document est à usage interne à l'administration et n'a pas vocation à être diffusé

RE: Approbations des rapports Politique de la ville 2020 et 2021 -

LEBOT Emmanuel <ELEBOT@mairie-toulon.fr>

Lun 26/09/2022 17:52

À : RUY Laura <lruy@metropoletpm.fr>; RICHIERI Cecile <crichieri@metropoletpm.fr>

Laura et Cécile bonsoir,

Je vous confirme que comme pour les rapports des années précédentes, la ville de Toulon fait référence à la dernière phrase de l'article 3 du [Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales](#) qui précise notamment : « A défaut de réponse dans le délais imparti, l'avis est réputé favorable »

Bien à vous
Emmanuel



Emmanuel LEBOT

Chef de Service Politique de la Ville - Chef de Projet Contrat de Ville
Coordonnateur CLSPD - ZSP

Direction Renouvellement Urbain et Cohésion Sociale

Tel : 04 94 36 31 30 - 06 07 16 43 73 - www.toulon.fr



[Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales](#)

Article 3 Le projet de rapport est soumis pour avis aux conseils municipaux concernés et aux conseils citoyens de chacun des quartiers prioritaires selon les modalités prévues par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale. Le délai qui leur est réservé ne peut être inférieur à un mois. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

De : RUY Laura <lruy@metropoletpm.fr>

Envoyé : mercredi 14 septembre 2022 16:27

À : Sandra Chaves <schaves@mairie-hyeres.com>; BARBIERI Christele <CBARBIERI@metropoletpm.fr>;
claire.loffreda@la-seyne.fr; LEBOT Emmanuel <ELEBOT@mairie-toulon.fr>

Cc : RICHIERI Cecile <crichieri@metropoletpm.fr>; CARDONA Catherine <ccardona@metropoletpm.fr>; LELEVE
Emmanuelle <eleleve@metropoletpm.fr>

Objet : Approbations des rapports Politique de la ville 2020 et 2021 -

Bonjour à tous,

Afin de clôturer définitivement les rapports 2020 et 2021 Politique de la ville nous avons besoin des éléments suivants svp :

Hyères & La Seyne : pour le rapport **2021**, il nous faut votre **délibération CM** et/ou **approbation CM** et/ou **mail type** indiquant que le rapport **2021** n'a fait l'objet d'aucun avis ou remarques et que la ville le valide en l'état pour validation en CM + les avis des CC s'il y en a.

Toulon : pour les rapports **2020 et 2021**, idem (délib ou mail indiquant que le rapport n'a fait l'objet d'aucun avis et que la ville valide en l'état) ou **courrier/mail type** à l'instar des rapports 2018 et 2019 qui faisaient valoir l'article 3 du **Décret n°2015-1118** pour ne pas soumettre au conseil municipal le rapport annuel et validaient en l'état.

